

SAMEDI MATIN

Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

Ian dans son rapport nous invite à « mobiliser à plein notre force militante ». Il a raison, c'est une condition majeure d'efficacité politique pour le parti communiste français. Un parti qui a un patrimoine humain, intellectuel, social unique, même affaibli, « jaloué » à gauche et respecté par un parti des plus conservateurs et défenseurs du capitalisme. Cette mobilisation ne se décrète pas Elle se heurte à des obstacles politiques exogènes à l'organisation et à la vie du parti. C'est bien d'échanger sur ces obstacles à l'engagement dans la société, dans le combat des idées, de par les coups pris par nos adversaires. Cette mobilisation se construit aussi en « interne » par des comportements et des actes de directions. Et là, c'est de notre responsabilité vous en conviendrez, pas si simple après notre dernier congrès, après la conférence nationale qui a décidé majoritairement de présenter un candidat issu de notre parti, Fabien Roussel. Pas si simple ne veut pas dire insurmontable mais je suis très préoccupé. Dans ma section à Ivry, dans ma fédération du Val-de-Marne et au plan national, je trouve injuste et dangereux que certains-es alimentent sans relâche que des communistes seraient pour l'affirmation du PCF et constitueraient une majorité de vérités sur quasiment tout et d'autres communistes agiraient pour l'effacement du PCF, voir son désaveu devant les enjeux politiques actuels, ils seraient une minorité qui au mieux ralentit la remontée de l'influence du PCF. Des communistes qui militent pour le parti et d'autres pas pour donc... Ma formulation est dure mais la situation dans le parti n'est exempte de dureté. Pour ma part, je ne conteste pas la légitimité des choix stratégiques opérés, j'ai des accords et des désaccords et c'est vrai depuis mon adhésion en 1979 au PCF.

Comme beaucoup de communistes, mon point de vue évolue du fait de nos échanges et des échanges que j'ai dans la société. Mon comportement, ma pratique s'attache à prôner le débat argumenté. J'essaie toujours sans penser être exemplaire. J'apprends beaucoup quand le parti veut organiser les débats et construire des décisions d'actions en évitant le piège d'affilier tel ou telle à une minorité que d'ailleurs, il ou elle ne revendique pas. La diversité dans notre parti est toujours une richesse ; cette diversité traverse une idée devenue majoritaire comme elle traverse également une idée minoritaire. Pas de camp contre camp, pas de sectarisme contre un autre sectarisme. Un débat exigeant, passionné mais pas passionnel et clanique, toujours fraternel. Réagir à une expression, à une décision du parti, la commenter, voir ne pas la partager, c'est aussi manifester un intérêt au parti. Ça mérite d'être entendu et écouté.

Sur la situation en écho aux analyses du rapport, je pense que nous vivons une rupture historique, un schisme dangereux : d'une part la société civile, le peuple « consommateur », « client » (ce serait la pays réel) et d'autre part, l'establishment, le pouvoir politique, les intellectuels... (ce serait le pays légal). La coupure entre l'ordre social et l'ordre politique grandit. Avec un capitalisme qui ne cesse de se redéfinir, s'accaparant les progrès technologiques, privilégiant le client au citoyen, encourageant une société et un monde de serviteurs ou la marchandise est supérieure à l'intérêt général. Le capitalisme n'a pas définitivement gagné mais il a, ces dernières décennies, remporté des batailles structurantes dans les consciences. Les droites qui défendent ce modèle font entrave à un imaginaire collectif. Macron va user de la version du genre, « je suis la liberté et je la représente », d'autres hommes et femmes politiques sont des mystificateurs, des profiteurs, des usurpateurs, des traîtres etc...jouant à fond par exemple la carte d'un « danger futur illibéral ». Il va opposer liberté et égalité en travestissant la valeur égalité en égalitarisme dangereux pour l'épanouissement de l'individu. Heureusement il y a des résistances et des aspirations qui peuvent prendre sens politiquement. Je le vois par exemple dans mon activité de parlementaire par un travail partagé sur « l'ubérisation » de la société, la « plate-formisation » de l'économie. Le capital a construit un imaginaire fort : être maître de son destin. Pendant ce temps-là, le patron est

« dématérialisé », l'optimisation sociale et fiscale est assurée ; de nouvelles valeurs de marchés sont créés, le salariat est externalisé, le travail sans relation sociale ce nouveau modèle social et économique est initié par le capital qui veut le substituer aux secteurs et aux services publics, à une partie de la vie associative et restructurer les normes et les valeurs de la sous-traitance afin d'accroître ses revenus et sa rentabilité. Résistances, luttes, choix politiques. Ces plateformes ont émergé après la crise de 2008 /2009, beaucoup de gens cherchant des compléments de revenus, des sources nouvelles de revenus et de part le statut d'autoentrepreneur crée sous Sarkozy. De nouveaux rapports des forces peuvent changer la donne ; Par exemple, en Espagne à l'initiative d'un ministre communiste, des travailleurs de plateforme numériques ont été requalifiés salariés. En France, une fédération de coopérative de plateformes s'est constituée. Dans plusieurs pays européens, des décisions de justice sanctionnent les dirigeants de ces plateformes. Le parlement européen demande aux plateformes d'appliquer une préemption de salariat. Grâce au groupe CRCE au sénat, j'ai pu coordonner un livre collectif « Ubérisation et après ? ». C'est un livre en faveur de la bataille pour le droit au travail et l'humain d'abord ! c'est un livre de lutte, militant support de rencontres et de débat organisés par le parti.

Taylan Coskun – Seine-Saint-Denis

Nos finalités politiques déterminent et justifient nos moyens. Nos finalités politiques du moment ont été posées clairement depuis notre dernier congrès : présentation d'un candidat communistes aux présidentielles pour renforcer l'existence et le rayonnement de notre parti.

Ainsi sur le plan idéologique cette campagne permet de rendre visibles nos propositions dans les médias : notre candidat Fabien Roussel les porte avec sa voix singulière.

Sur le plan politique, renforcer notre parti et son influence c'est avoir plus de candidats aux législatives, plus d'élus et plus d'adhérents cotisants. Agir pour une majorité de gauche à l'Assemblée nationale. Agir pour un groupe communiste renforcé. Agir pour multiplier nos adhérents.

Sur le plan économique, soyons clair : le parti investit d'une manière très importante pour les présidentielles. Il ne s'agit pas de considérer cela comme un investissement à perte, au détriment du parti ! Tout au contraire c'est un investissement dont nous attendons des retombées bénéfiques pour le parti : un parti de masse, révolutionnaire et de gouvernement. C'est possible et réalisable. Pour cela nous devons maîtriser fortement les éléments de notre budget présidentiel et celui du parti - aussi bien en dépenses qu'en recettes. Nous y travaillons autour de Fabien Roussel, avec Jérémie BACCHI, mandataire de la campagne, Igor Zamicheï, Denis Rondepierre. Nous ferons le point régulièrement devant vous et les communistes sur l'avancée de ce travail décisif qui se doit d'être collectif, discipliné et rigoureux.

Denis Rondepierre – Paris

En nous engageant dans une nouvelle phase de la campagne de l'élection présidentielle et des élections législatives, tel que Ian Brossat vient de nous le présenter, nous nous engageons dans une bataille financière d'envergure.

Le budget du conseil national et le cadre budgétaire que nous avons décidés pour l'élection présidentielle est tel que je vous l'avais présenté et qu'il a été adopté lors du CN du 13 mars 2021. Ces orientations restent pleinement d'actualité.

Nous sommes donc dans la configuration où nous avons l'ambition de pouvoir mener la campagne présidentielle, celle des législatives tout en garantissant les finances du parti pour les années à venir.

Tout repose sur notre capacité à faire vivre, animer sur tout le territoire, dans toute les organisations du parti le déploiement de ce qui fait notre richesse à savoir l'engagement militant pour mener cette bataille politique financière.

Cet engagement militant pour verser et collecter l'argent n'est jamais acquis. Il repose sur la conviction pour des dizaines de milliers de communistes, d'électrices et d'électeurs de l'utilité de

nos campagnes et pour les adhérent·e·s aussi de l'attachement aux choix démocratiquement décidés.

Cela forme le ciment de notre organisation pour s'engager à l'issue de nos débats, à la mise en œuvre de nos orientations.

Cet engagement au respect, à la fraternité, au travail de conviction est de la responsabilité de toutes les directions du parti.

Seul le respect rigoureux de nos règles de vie financière fondées sur la solidarité, le respect des engagements pris nous permettra de disposer des moyens de notre bataille politique.

En premier lieu il nous faut donc assurer les ressources du parti.

Elles reposent sur 4 piliers.

1) la cotisation

c'est le fondement politique du financement de l'activité des sections, des fédérations et le conseil national. Le déploiement de notre campagne doit avoir comme objectif de nous renforcer en adhérent·e·s et cotisant·e·s. Le respect de la répartition de chaque cotisation est primordiale.

15 fédérations n'ont à ce jour effectué aucun versement à la trésorerie du conseil national depuis le début de l'année. Des fédérations qui ne reversent pas ce tiers depuis plusieurs années et qui ont à l'issue du cycle électoral de 2021 gagné de nouveaux moyens doivent -tout en respectant notre règle vertueuse- s'engager à la résorption de leur dette.

2) La souscription nationale 2021 qui sera lancée début novembre pour 900 000 euros.

3) Le reversement des indemnités des élu·e·s nationales·aux pour le CN et les élu·e·s locales·aux, départementales·aux, régionales·aux pour les fédérations. À ce titre, l'examen des comptes des fédérations indique qu'il y a là, par la conviction et le dialogue, une marge non négligeable de progression de nos ressources.

4) Le financement public

Il est basé sur le nombre de voix du premier tour des élections législatives pour la première fraction et le nombre d'élu·e·s pour la seconde fraction.

Cela fait partie des enjeux de la façon dont nous allons aborder ces élections.

Plus de voix c'est le maximum de candidates et de candidats à parité pour porter le projet communiste.

Plus de député·e·s ce sont des stratégies nationales et locales propres aux réalités des circonscriptions concernées.

Enfin le financement public c'est la conformité de nos comptes déposés à la CNCCFP.

Nous connaissons le caractère particulièrement pénalisant de la loi pour un parti comme le nôtre qui doit intégrer les centaines de sections et les SCI.

Fabien Roussel vient de recevoir le courrier de la CNCCFP suite au dépôt de nos comptes 2020.

Ce courrier rappelle les exigences de la loi et nous demande de fournir sous 15 jours le complément des structures que des fédérations n'ont pas pu fournir notamment des SCI ainsi que des pièces justificatives concernant les prêts notamment ceux effectués à nos candidat·e·s.

Ce travail que nous avons effectué dans les fédérations a été lourdement impacté par la crise sanitaire. L'équipe nationale animée par Serge pour accompagner les fédérations a dû suspendre ses déplacements.

Pour autant, les contraintes de cette consolidation doivent être mieux prises en compte dans certaines fédérations, pour répondre aux demandes du législateur et participer au financement du coût national de la consolidation de chaque fédération.

Pour faire face à l'augmentation de la charge de travail avec par exemple, le contrôle de plus 200 000 écritures comptables, pour faire face à la complexification de la mise à jour du périmètre, nous avons renforcé notre dispositif au siège et faisons appel à des professionnels spécialisés sur les questions les plus lourdes qui sont posées par les fédérations.

Les fédérations concernées par les demandes de la CNCCFP seront sollicitées dans les prochains jours pour apporter les compléments demandés.

Toutes les fédérations sont engagées dans le travail de préparation pour les comptes 2021.

Nous aurons en 2022 à effectuer le dépôt des comptes du parti, le dépôt des comptes de la présidentielle et les comptes des législatives.

Aussi, il faudra un engagement sans faille des directions du parti pour mettre en place les dispositifs de trésorerie qui auront dès maintenant à tenir les comptes du parti et ceux de la présidentielle dans la plus grande rigueur.

J'ai bien entendu quelques tergiversations lors de notre dernier débat budgétaire à propos des demandes que nous faisons.

Il faut se rendre à la raison et à l'intérêt du parti.

Une non conformité de nos comptes dans une fédération peut conduire à l'exclure de la consolidation nationale avec toute ces conséquences pour ne pas mettre en péril tout le parti.

Concernant l'élection présidentielle

L'association de financement sous la responsabilité de Jérémy Bacchi avec Igor Zamichiei comme trésorier aura avec l'aide de notre pôle moyens à veiller à la bonne conformité de nos comptes et à la maîtrise budgétaire de notre campagne.

Les objectifs de souscription avec 1 million d'euros ont été transmis aux fédérations. La direction de campagne devrait fournir rapidement un modèle de matériel de souscription. Il s'agit de mettre en place dans chaque organisation la collecte en dressant des listes de souscripteurs et souscriptrices et en intégrant dans nos matériels et toutes nos initiatives la dimension politique de cet enjeu financier.

La collecte des prêts est engagée auprès des fédérations pour rassembler 1 million d'euros. Je vous rappelle que nous ne pouvons pas solliciter de prêt bancaire du fait des taux exorbitants et sans mettre en hypothèque les biens immobiliers des fédérations et notre siège.

Verser les prêts est donc notre priorité, car il s'agit de l'argent disponible immédiatement dans nos fédérations et sections pour abonder le compte de campagne.

La trésorerie nationale a déjà engagé pour la campagne près de 500 000 euros sur les 800 000 « provisionnés ».

Il est donc urgent d'abonder par prêts et dons le compte. Des fédérations ont commencé, une a effectué un don très conséquent.

Nous ferons un premier point des versements en toute transparence lors du premier rendez-vous lors de la réunion des trésorier·e·s le samedi 2 octobre.

Cette réunion sera l'occasion pour les trésoriers nationaux qui m'ont précédé de venir apporter leur soutien au travail des trésorier·e·s départementales·aux pour réussir l'ambitieuse bataille financière dans laquelle nous sommes engagés pour que vive le parti.

Il s'agit de doubler dans les 7 mois à venir la souscription populaire nationale habituelle.

Tout en collectant les moyens nécessaires pour les initiatives des fédérations et la préparation des législatives.

Le succès de notre campagne repose sur la conception d'un parti de masse où l'euro versé par le plus modeste à la même valeur d'engagement que les 7500 euros de celle ou celui qui en a les moyens.

C'est donc dans une bataille populaire pour gagner chaque voix que nous rassemblerons les euros nécessaires.

Corinne Matignon – Rhône

Je souhaite intervenir aujourd'hui sur l'utilité de faire partager les décisions au CN.

Dans la fédération nous avons tenu, début septembre, une réunion des secrétaires de section, où il a été question, en outre, de la création des comités des "Jours heureux" et du renforcement.

Concernant les comités, beaucoup de copain, s'interrogeaient sur la pertinence et l'objectif de ces comités. A savoir que beaucoup d'entre eux n'ont jamais connu de campagne présidentielle avec un candidat communiste, certain n'ont même pas connu le front de gauche et encore moins les

comités anti-libéraux : d'où beaucoup d'interrogations : ces comités doivent-ils être des comités de soutien, quelle est la place du parti ? Ne vont-ils pas se substituer à son activité ? Quelle sera la visibilité du parti dans ces comités ? Pour d'autres, et je partage, ces comités doivent permettre de rassembler largement au-delà du parti, toutes personnes voulant participer à notre projet politique. J'avoue qu'à cette période, j'ai eu un peu de mal à faire partager l'utilité de ces comités car j'en ai eu connaissance seulement 3 jours avant cette réunion sans en avoir discuté, ni débattu avant. Je pense que ça aurait mérité un débat au CN sur le fond, leur utilité et comment les mettre en place. Quant à la bataille sur le renforcement, je me suis fait la même réflexion. Là aussi j'apprends par Raphaël que le secteur national « vie du parti » a décidé de réaliser 10 000 adhésions jusqu'aux législatives. Sur la fédération, avec les secrétaires de section, nous nous sommes fixés l'objectif d'en réaliser 240, ce qui correspond au nombre d'adhésions réalisées en 2012 lors de la bataille de la présidentielle et l'impulsion de Front de gauche de cette époque. Il s'agit du plus haut chiffre d'adhésion depuis 10 ans. L'idée est de créer la même dynamique autour de la candidature de Fabien.

Je me réjouis qu'on reparle de renforcement du parti, après 18 mois compliqués à cause de la crise sanitaire. Mais, quand je lis dans Communisme, « *nous nous sommes fixés l'objectif de réaliser 10 000 adhésions* » je ne sais pas qui est le « nous ». Certes, il y a l'exécutif national et c'est son rôle de faire des propositions, mais, en tant que membre du CN et responsable à la vie du parti de ma fédération, j'aurais aimé en discuter, discuter de pourquoi cet objectif, à quoi il correspond sur mon département, quelle méthodologie de travail on met en place pour y arriver.

Je ne prends que ces deux exemples pour dire que si nous voulons mettre en mouvement un maximum de communistes dans ces campagnes présidentielle et législatives, qui, on le sait, vont être très compliquées dans le contexte politique actuel, les directions du parti, à tous les niveaux, doivent être associées aux décisions pour avoir une réflexion commune sur les batailles à mener et avoir les arguments nécessaires pour les faire partager à un plus grand nombre.

Anaïs Fley – Hauts-de-Seine

Je suis heureuse de retrouver mes camarades en présentiel. J'ai aussi été très heureuse de retrouver mes camarades à Nanterre, à l'occasion du repas de la fête de l'humanité où 70 militant·e·s se sont retrouvé·e·s, dont des nouveaux et nouvelles adhérent·e·s qui ont eu le plaisir de vivre ce moment de fraternité après de longs mois passés loin les uns des autres. Je l'ai aussi été lors de notre AG de rentrée, au cours de laquelle nous avons notamment lancé notre Collectif pour les "Jours heureux". J'ai également eu le plaisir enfin de retrouver les cours en 100% présentiel, dans la formation professionnelle en design graphique que je viens d'entamer. En une semaine, j'ai pu parler avec de nombreux graphistes, dont certains m'ont fait part de leur envie de travailler avec les communistes, mais aussi avec des étudiant·e·s de l'EA, un centre de formation industrielle spécialisé dans tous les métiers de l'énergie, avec lesquels nous partageons les bâtiments de l'école. Il s'agit de manière écrasante de jeunes des quartiers populaires et des banlieues parisiennes, très conscients des enjeux d'avenir de leur métier et soucieux de la montée de l'extrême-droite.

Du côté de l'université, cette rentrée nous a offert le même spectacle que chaque année : des milliers de « sans-fac », de nombreux·ses étudiant·e·s bloqué·e·s à l'entrée en Master... Cela fait bien longtemps que le gouvernement parle de la « priorité à la jeunesse », et autant de temps que l'on parle des 10 milliards à injecter chaque année dans l'enseignement supérieur et la recherche sans en voir la couleur. Cela constitue un retard catastrophique pour la France, mais également un gâchis extraordinaire d'intelligence et d'envie de transformer la société, dans la période de crise sociale, politique et climatique qui nous bouleverse.

Les offensives anti-démocratiques et anti-République du gouvernement, l'avarice et l'inhumanité du capitalisme éloignent les perspectives de progrès pour les jeunes, pour toutes et tous.

Les étudiant·e·s communistes, dans leur diversité, sont engagé·e·s avec le PCF pour faire de la jeunesse une priorité majeure pour la France. Nous sommes mobilisé·e·s avec les étudiant·e·s pour que notre pays s'engage pour notre émancipation, en y mettant les moyens démocratiques et budgétaires.

Gisèle Malaval – Aube

Mon intervention portera sur deux thèmes pour la campagne présidentielle.

Le premier est celui de la tranquillité publique, qui a créé chez certains camarades un certain malaise quand il a été introduit publiquement à l'occasion de la manifestation des policiers. Il me semble qu'il faudrait systématiquement jumeler ce thème tout à fait justifié à des propositions pour remédier aux violences policières et à l'indignité des lieux de garde à vue récemment mise en cause par la défenseure des droits et immédiatement réfutée par Darmanin, car il s'agit dans les deux cas de la mise en cause des droits du citoyen et de la conception que le pouvoir a de la nature de la citoyenneté à travers son traitement, en l'occurrence son mauvais traitement. Il peut paraître inconcevable que la sixième ou septième puissance du monde en terme de PIB, n'ait pas les moyens d'avoir des lieux de rétention corrects. Il s'agit donc de choix délibérés et de volonté politique incompatibles avec notre devise républicaine mais très compatibles avec un mépris de classe .

Deuxième thème: la situation économique des femmes, quel que soit leur âge, qui n'est pas un sujet central dans les autres partis et pour cause. Flora Tristan l'a dit avant Marx et Engels: «La femme est le prolétaire de l'homme». Et la note de la commission féministe montre bien, entre autres, combien les inégalités salariales sont grandes. Dans l'Éducation Nationale, par exemple, les femmes enseignantes représentent les deux tiers de l'effectif des premier et second degré et les salaires sont gelés pour tout le monde, mais les enseignants hommes gagnent plus en moyenne parce qu'ils acceptent plus d'heures supplémentaires et surtout gravissent plus vite les échelons; le corps d'inspection est au deux tiers masculin ce ne doit pas être un hasard. Il en est de même pour le haut de la grille salariale, université et inspection: au deux tiers masculine alors que les résultats des concours donnent la majorité aux femmes, mais il y a ensuite les évaluations et la cooptation. L'Éducation Nationale est un bon exemple car elle est censée être la matrice des futurs citoyens et citoyennes. Et je pense qu'il faudrait utiliser cet exemple pour montrer que si les gens pensent que la fonction publique est indifférente au genre ils se trompent, et que le modèle de domination d'un genre sur l'autre concerne le privé comme le public parce que c'est un mode d'exploitation systémique. Le rattrapage salarial proposé par le PCF (30%) doit mettre en lumière la raison de ces salaires insuffisants, car l'idée de la réduction de la dépense publique prônée à droite prend toujours pour prétexte une bonne gestion par rapport à la dette; or ce sont toujours les femmes qui font les frais de « la bonne gestion » et qui sont les éternelles variables d'ajustement. Ce modèle est donc fondé sur la conception que l'autonomie économique des femmes est accessoire. Accessoire puisqu'elles fournissent l'essentiel du travail gratuit. Accessoire puisqu'elles sont encore définies par rapport à leur statut marital. L'exercice toujours constant de cette domination d'un genre sur l'autre , dans le domaine économique et dans bien d'autres – par exemple les violences gynécologiques avec un exemple récent à l'hôpital Tenon- doit être dénoncé et bien sûr expliqué car il ne s'agit pas, en l'occurrence, d'un simple rattrapage salarial, mais bien des conséquences d'une exploitation systémique jamais remise en cause malgré les belles paroles sur l'égalité et la parité. Il appartient évidemment par nature au candidat communiste de le faire.

Nicolas Cossange – Hérault

Je voudrais commencer par remercier Fabien et l'ensemble des camarades qui nous ont envoyé leurs condoléances à l'annonce du décès de Michel Passet.

Le début de campagne de Fabien Roussel est largement considéré comme étant très bon. Son intervention sur France 2 le dimanche 19 septembre a été saluée. Travaillons désormais à ce que les communistes s'en emparent massivement. A ce sujet, les comités des "Jours heureux" connaissent des débuts prometteurs dans l'Hérault. Des camarades issus de cellules et de sections en difficulté d'organisation nous ont d'ores et déjà sollicités pour mettre en place des comités, pour avoir du matériel, déjà ils collent les affiches...

Pour aider à la coordination et mailler intelligemment le territoire, en lien avec le conseil départemental, nous mettons en place un comité héraultais des "Jours heureux". Un soin particulier doit être donné à l'organisation sur la métropole de Montpellier et ses 500 000 habitants. À

Montpellier nous sommes passés de l'élu d'opposition à une vice-présidence, 3 maires adjoints et une conseillère départementale. Nous avons aussi contribué à refaire basculer à gauche Villeneuve les Maguelone. Autant dire que devons y être ambitieux, en terme de voix, d'adhésions, de souscription...

La question de l'articulation entre la campagne présidentielle / législatives et la vie du parti est beaucoup revenue lors de notre dernier conseil départemental. Comités des "Jours heureux" et renforcement des cellules et sections ne s'opposent pas, bien au contraire.

Un mot bref, dans le temps qui m'est imparti, sur les enjeux de campagne. Nos propositions sur la sécurité de l'Emploi Formation, sur la prise de pouvoir sur l'argent et pour un pouvoir de décision dans l'entreprise sur la production et la répartition des richesses, sont déterminantes. Ces mesures qui affrontent directement le capital nous démarquent profondément de tous les candidats sociaux-démocrates dont Jean-luc Mélenchon.

C'est au cœur de la journée d'action du 5 octobre et de notre semaine de mobilisation du 9 au 16 octobre sur l'emploi. Nous avons réalisé un tract qui sera distribué sur le 5 octobre.

Léon Deffontaines – Seine-Saint-Denis Non communiquée

Denis Durand – Paris

Fabien Roussel a eu l'occasion de souligner que ce qui distingue sa candidature de toutes les autres, c'est qu'elle vise à prendre le pouvoir sur les moyens de production, prendre le pouvoir sur l'économie – donc le prendre au capital. On le vérifie en comparant les différents programmes et, par exemple, en considérant celui du candidat en ce moment le plus en vue à gauche, Jean-Luc Mélenchon. Une constante de son discours – comme de toute la gauche réformatrice dans l'état actuel des choses – est précisément **le refus de mettre en cause le pouvoir patronal sur la gestion des entreprises.**

Cela se traduit dans ses propositions de différentes façons :

- « nouveaux pouvoirs » des salarié·e·s limités à un droit de veto, sans pouvoir de contre-propositions, ni droit de tirage sur les crédits bancaires pour les financer ;
- projets « keynésiens » de relance de la demande, plan d'investissements pour la « transition écologiques » censés amener automatiquement le patronat à créer des emplois malgré son obsession de la baisse du coût du travail ;
- abandon des mesures de fiscalité des entreprises qui figuraient dans le programme du Front de gauche en 2012. Le programme fiscal de la France insoumise se résume essentiellement à une progressivité accrue de l'impôt sur le revenu, dans une perspective de « solidarité interclasses » ;
- poursuite de la fiscalisation du financement de la Sécurité sociale dans le prolongement de la CSG. Toutes les propositions salariales de la France insoumise sont exprimées en salaires nets, laissant la voie libre à la reprise par le patronat de la part des richesses encore aujourd'hui consacrées aux cotisations sociales.

De la même façon, Jean-Luc Mélenchon ne formule pas de proposition précise pour une prise de pouvoir démocratique sur l'utilisation de l'argent des banques :

- au lieu de la constitution d'un pôle financier public intégrant la nationalisation des grands réseaux bancaires privés, simple évocation vague d'une « socialisation des banques généralistes » ;
- discours ambigu sur l'euro, renvoyant toute bataille sur ce terrain à l'horizon lointain d'une modification des traités européens ou à une « sortie de l'euro » aujourd'hui dépourvue de toute crédibilité ;
- consécutivement, abandon de la bataille pour un fonds européen de développement des services publics financé par la BCE, qui figurait dans le programme du Front de gauche. Tout au plus est-il

revendiqué une conversion des titres de dette publique possédés par la BCE en dette perpétuelle, au motif que cette proposition serait acceptable pour le capital.

Ce refus de principe de mettre en cause la domination du capital sur la production et sur son financement explique la relative timidité des propositions sociales, en matière salariale (SMIC, salaires des enseignants) et en matière d'emploi. Dans ce dernier domaine, l'objectif revendiqué par Jean-Luc Mélenchon n'est pas l'éradication du chômage mais seulement le « plein-emploi » c'est-à-dire l'équilibre du marché du travail capitaliste, qui suppose le maintien d'un pourcentage de chômeurs pouvant aller, en France, jusqu'à 9 % selon diverses estimations. La proposition d'un « État employeur en dernier ressort » revient à offrir aux chômeurs, en période de récession, des petits boulots temporaires, sans formation appropriée, sur fonds budgétaires (donc pour l'essentiel par prélèvement des revenus des salariés), sans aucune contribution des employeurs privés ni des banques. On mesure le contraste avec le projet révolutionnaire de construction d'un système de sécurité de l'emploi et de la formation associant

- des objectifs allant des luttes immédiates pour l'emploi et les salaires jusqu'au dépassement du marché du travail,
- les moyens de les réaliser par la bataille pour une nouvelle logique économique opposée à la rentabilité capitaliste ;
- et la construction d'institutions (un nouveau service public de l'emploi et de la formation, un pôle financier public...) concrétisant la conquête de pouvoirs sur l'utilisation de l'argent par les salariés et les citoyens.

Mettre en avant ce projet de façon offensive, en dialogue avec les autres réponses proposées à droite et à gauche, sera une grande force pour notre candidature. Le but n'est pas de cultiver nos différences avec les autres candidats mais d'apporter notre contribution originale à la régénération idéologique de la gauche pour qu'elle surmonte sa faiblesse actuelle.

Amar Bellal – Ile-et-Vilaine

Nous voulons être le parti du monde du travail, et gagner l'idée que notre candidat Fabien Roussel est celui qui le représente. Pour cela il faut pousser plus loin cette ambition, qu'elle se traduise par un travail étroit avec les salarié·e·s de toutes les filières, que cela se traduise dans les débats que nous organisons, les réflexions, les thèmes que nous choisissons de traiter dans nos différents rendez-vous. À noter qu'il y a eu un passage à vide où des représentants syndicaux ont trouvé qu'ils avaient eu plus de place dans les autres partis de gauche que chez nous dans la dernière période. Il faut rectifier le tir, d'autant que cela montre qu'ils attendent beaucoup de nous, sans doute au vue des thématiques abordées par notre candidat (déshindustrialisation, énergie, formation, science et recherche) et de ses nombreux passages dans les médias. Un mot sur ces passages : il manquait manifestement une candidature communiste dans le paysage politique, elle fait du bien en élevant le niveau, et c'est sans doute pour cela que Fabien passe autant dans les médias car sa parole détonne, elle porte une originalité dans la démarche politique, et notons le passage particulièrement réussi de dimanche dernier, sa longue interview sur une radio.

Il faut aussi pousser plus loin avec les thématiques du monde du travail car il y a toute une génération de jeunes ingénieurs, techniciens, ouvriers, qui s'informent beaucoup sur les grands enjeux du moment et qui s'investissent dans des causes environnementales mais aussi autour de la diffusion de l'information scientifique, la lutte contre la désinformation etc, ils ont bien souvent un regard bien informé sur les évolutions du travail et sont très critiques sur le gaspillage du système (matériel et humain), ils s'en indignent et assistent impuissants à cela dans leurs entreprises. Malheureusement, sur ces enjeux, nous sommes encore trop faibles, peu de camarades y travaillent. Prenons l'exemple des matières premières et de leur épuisement : il est bien renseigné que sur un tas de métaux stratégiques nous allons entrer dans une rareté provoquant des pénuries : y compris un métal aussi abondant que le cuivre est concerné, sans même aller sur les métaux avec des pénuries qui font stopper des usines entières, des matières agricoles comme le blé sont concernés, et

même le bois, même le bois ! nous commençons à en manquer, avec des chantiers qui sont à l'arrêt en ce moment (parce qu'il faut du bois pour coffrer le béton, ou utiliser directement comme matériaux pour les charpentes). Pourquoi ? car la Chine et les USA offrent de meilleurs prix et achètent massivement et sont prêts à payer plus cher que nous. De même notre dépendance au gaz via la Russie : c'est la Chine qui est prête à en offrir un meilleur prix que les Européens, et avec des garanties d'achats de long terme bien plus intéressantes et fiables (voir la défiance régulière de l'Europe vis-à-vis de la Russie). L'Allemagne se gargarise avec le gazoduc Nordstream2... le diamètre du tuyau est peut-être le bon, en effet cette quantité de gaz a été anticipé depuis longtemps pour pallier à la sortie du nucléaire, ... mais il n'est pas sûr que les Russes y injectent autant de gaz qu'il pourrait en contenir Il faut bien comprendre que nous sommes dans la « seringue » car nous sommes dans une région du monde l'Europe, dépourvue d'hydrocarbures et extrêmement dépendante de l'extérieur : ce n'est pas le cas, ou moins le cas, des géants Chinois, Russe ou des USA. Il faut bien interpréter la crise des prix sur l'énergie et les pénuries qui apparaissent comme des signaux faibles, d'une période où le Pic pétrolier (effectif depuis les années 2000 pour la production conventionnelle) commence à faire son effet où on va manquer de tout si on ne réagit pas maintenant, particulièrement en Europe.

Nous sommes également dans la seringue de la crise climatique où les efforts à fournir devraient être 3 fois plus important que ceux actuellement fournis pour limiter la catastrophe (ne pas aller vers les 3-5 degrés de réchauffement). Il va falloir maintenant que la France rectifie le tir, le gouvernement le sait, et il va falloir annoncer des mesures fortes qui vont entrer frontalement en contradiction avec les aspirations sociales. Rappelons que le mouvement des Gilets Jaunes a été provoqué par une hausse de la taxe carbone de 40 à 60 euros la tonnes de CO2, et qui a été gelé depuis par le gouvernement. Or le gouvernement a pour projet de monter cette taxe à 100 euros ces prochaines années ... et les rapports tablent sur le long terme sur des taxes de 200 à 300 euros (Quinet) ... l'approche libérale de ces problèmes qui fait la part belle sur les taxes sans réelles alternatives et aides accompagnatrices, va faire monter le mécontentement dans la société.

Je le redis, sur tous ces grands sujets nous manquons de ressources humaines, nationalement dans tout le parti nous n'avons pas de madame ou monsieur Pétrole, de madame ou monsieur Matière Première, des camarades qui ne feraient que cela, travailler sur ces sujets, faire de la veille, suivre toutes ces évolutions, des personnes « ressources » (sans jeu de mot) dans le parti, pour suivre également des filières (automobile, aviation, numérique etc...). On a bien trouvé 200 camarades pour être en mesure d'assurer des mandats de conseiller·e·s régionales·aux, conseiller·e·s départementales·aux ou vice-président·e de métropoles, des mandats très prenants, qui demandent beaucoup de travail avec des dossiers compliqués et hautement techniques, au bas mot plusieurs centaines d'heures de travail par an ... je pense qu'on peut aussi trouver 10-20 camarades qui feraient un travail équivalent mais sur des sujets spécifiques, et directement pour le parti : ils seront également très utiles. Je lance un appel pour qu'on travaille dans ce sens au vu de la multiplication de ces enjeux qu'il faut travailler collectivement.

Fabien Roussel – Nord

Il faut d'abord se féliciter de l'immense succès populaire de la Fête, qui n'était pas acquis au regard de la situation sanitaire. Remerciements aux équipes de l'Huma et à son Directeur P. Le Hyaric, et bravo à toutes et tous les militant·e·s qui ont permis à cet événement politique de se dérouler dans les meilleures conditions et de répondre au besoin de débat politique qui s'exprime dans le pays.

Nous avons déjà produit beaucoup d'efforts pour faire connaître le sens de la candidature communiste, en particulier dans les passages médiatiques ou encore avec notre caravane d'été. Nous avons par ailleurs à combler un déficit de notoriété de notre candidature, effort qu'il faut poursuivre.

Dans un contexte où tout est fait pour amplifier le glissement à droite de la société, nous commençons à imposer des questions dans le débat public, à l'image de l'emploi, des salaires..., avec l'affirmation de notre projet et de propositions radicalement en rupture avec les politiques libérales favorables au capital.

Mais nous devons désormais passer à une nouvelle phase de la campagne pour les élections présidentielle et législatives. On ne peut pas rester spectateurs d'un débat entre les candidat.e.s. mais bien passer à un grand débat politique dans tout le pays, sur les sujets qui préoccupent nos concitoyens. Et le Parti est décisif en ce sens. Des initiatives sont déjà prises, souvent avec enthousiasme et ambition par les camarades (collages, distribution du 4 pages emploi, etc...). Mais il faut maintenant que l'ensemble du parti, ses organisations, ses adhérent.e.s se déploient et prennent des initiatives dans les quartiers, les villages, devant les entreprises, les services publics. Appuyons nous sur nos Député.e.s, sur leur bilan, sur les propositions dont ils seront porteurs dans la mandature, et montrons l'enjeu de renforcer le groupe communiste au sein de l'Assemblée nationale. Appuyons nous sur les 30.000 militants qui ont participé au choix stratégique sur 2022. Ils peuvent rapidement s'adresser à 300.000 personnes, qui permettront d'engager le dialogue avec 3 millions de nos concitoyens dans les prochains mois, pour conduire la bataille de la présidentielle et des législatives. Ce sera au moins aussi décisif que nos passages dans les médias (candidat, porte-paroles, parlementaires, dirigeants nationaux).

Les rencontres thématiques des "Jours heureux" en région, jusqu'au mois de décembre, peuvent aider à faire connaître nos propositions dans tout le pays. Le rassemblement du 20 novembre et la semaine d'initiatives en octobre doivent permettre de favoriser la mise en mouvement de milliers de gens, autour des questions cruciales que sont l'emploi et la formation, les salaires, le pouvoir d'achat,...

Enfin, engageons sans attendre la mise en place de comités des "Jours heureux", qui peuvent permettre à des dizaines de milliers de gens qui regardent notre candidature avec intérêt, d'être acteurs de la campagne.

Frédéric Boccara - Hauts-de-Seine

L'Huma, c'est un peu l'âme du parti. C'est tous les jours. L'Humanité, c'est une alliance unique entre les idées et la vie de tous les jours, l'actualité. C'est un bien précieux, un outil essentiel et je veux saluer le travail des équipes de l'Huma, toutes celles et ceux qui y participent et permettent qu'il existe, ainsi bien sûr qu'à Patrick. C'est un peu un tour de force. Il n'y a pas beaucoup de pays où il existe un quotidien communiste. Car, quotidien lu par toute la gauche oui, mais quotidien communiste aussi comme le rappelle le texte adopté à plus de 80% par notre dernier congrès. Après d'autres, je veux aussi souligner la réussite de la fête de l'Huma. Réussite du journal, impossible sans le journal et toutes celles et ceux qui y participent, réussite qui serait impossible sans les communistes, les militants et le PCF en tant que tel.

Je veux aussi, indépendamment de la personne de Fabien, regretter que nous n'ayons pu proposer quelqu'un.e d'autre qu'un.e parlementaire. Surtout dans la période actuelle où le parlement est si chargé, si sollicité tout en étant mis à l'écart. Nous avons là un point de faiblesse sur lequel il va nous falloir progresser et travailler.

« Journal communiste », l'Huma écrivons-nous. Précisément, devant nous est l'enjeu sur lequel progresser, la relation entre l'Humanité et les communistes. Nous avons, depuis déjà un certain temps, en quelque sorte « laïcisé » le statut de l'Huma, mais se pose la question de la relation avec les communistes, leur activité, leurs idées. C'est un enjeu important pour la période à venir, nous allons l'expérimenter durant la présidentielle. C'est, plus fondamentalement, un enjeu pour la bataille d'idées, avec tout particulièrement le marxisme, un marxisme renouvelé, ouvert aux réalités contemporaines ainsi qu'aux débats, aux recherches pratiques des luttes et aux controverses de toutes les pensées émancipatrices, se gardant tout aussi bien de l'éclectisme que du dogmatisme ou de la réduction à des symboles à des simplismes. Et toujours en lien avec les luttes, comme l'Humanité sait le faire. Luttés sociales et luttés sociétales, ancrage national, voire local et territorial et internationalisme, nouvel internationalisme avec ces multinationales si puissantes, c'est dire si la novation communiste est interpellée de nos jours pour donner à savoir, à voir au quotidien et aussi à penser à partir des ferments de notre monde une révolution conjuguant exigences anthroponomiques et libération économique.

Bora Yilmaz – Meurthe-et-Moselle – Non communiquée

Pierre Laurent – Paris

L'intervention de Patrick, les perspectives qu'il ouvre pour le journal, l'annonce de son passage de relais comme directeur du journal constituent un moment politique émouvant. Notre direction se doit de saluer le travail réalisé par Patrick, comme directeur du journal, mais aussi comme dirigeant national de toute première importance de notre parti. Il a continuellement participé, animé et enrichi le débat des communistes mais aussi le débat dans la société en général.

Nous disposons en France d'un quotidien communiste, hérité d'une longue histoire du mouvement ouvrier français. C'est un bien précieux. Le faire vivre est un combat quotidien, qui n'est jamais allé de soi. La crise qu'a traversée l'Humanité dans les années 1998-2000 fut une crise terrible, dans laquelle le journal aurait pu laisser sa peau. Patrick a été nommé directeur en 2000 et il est l'artisan des vingt dernières années traversées, avec plusieurs moments très difficiles. On ne se rend pas compte des efforts qu'il a fallu fournir, au sein des équipes du journal animées par Patrick pour que le journal continue d'exister. Cela a relevé de l'exploit. Il faut prendre la mesure de cela. Le renouveau de la Fête de l'Humanité n'est pas le moindre des succès.

Il faut mesurer aussi que si l'Humanité est le bien commun des communistes, elle est celui de beaucoup de gens au-delà de nos rangs, et heureusement. L'Humanité est une part vivante de la vie démocratique nationale, si durement attaquée en ce moment.

On trouve chaque jour dans l'Humanité et chaque semaine dans l'HD des informations que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Lecteur quotidien de toute la presse écrite, je peux en témoigner. Cette réalité est le fruit d'un travail énorme de la rédaction, dans des conditions difficiles. Les discussions sur le contenu du journal qui ont existé parmi les communistes doivent s'imprégner de ces données essentielles. Nous devons être des soutiens actifs et permanents du journal. En saluant Patrick, je veux dire toute ma confiance à Fabien, que je sais aussi déterminé que lucide sur les défis. Nous serons à ses côtés.

Nathalie Simonnet – Seine-Saint-Denis

Je pense que revenir lors de ce Conseil national sur la période que nous vivons en France et plus globalement à l'échelle de la planète, n'est pas perdre du temps.

Nous sommes dans une période historique de rupture, où la civilisation humaine peut basculer vers un chaos terrible ou bien avancer sur le chemin de la construction d'une civilisation nouvelle qui nous sorte de la préhistoire que nous vivons.

Ce qui s'est passé cet été d'un point de vue climatique, températures et précipitations extrêmes et meurtrières, est à la fois catastrophique et révélateur de la situation dans laquelle se trouve l'humanité. Des territoires entiers sur la planète ne sont déjà plus ni cultivables, ni vivables, avec les conséquences en chaîne qui vont en découler.

Cette situation met en évidence à quel point poursuivre dans les mêmes logiques envoie l'humanité dans le mur. Le changement de système n'est plus seulement souhaitable, il est devenu indispensable.

Les enjeux du climat et de la biodiversité sont intrinsèquement liés à ceux de la santé, du travail, de la production et de la consommation auxquels j'ajouterais celle de la démocratie. On voit que ces questions font système.

Notre discours sur l'ensemble de ces questions peut donner un souffle, une vision de la société et des perspectives à ouvrir extrêmement fortes durant la campagne de la présidentielle, sujets que personne d'autre n'abordera comme nous pouvons le faire.

Mais nous avons besoin d'en débattre pour le porter avec force. Je crois qu'il existe chez les Français des attentes fortes de politisation des débats et que nous devons nous situer à la hauteur des enjeux et ouvrir des perspectives de transformation de la vie en société.

De la même façon, je ne pense pas que nous puissions faire l'impasse sur le fait que des centaines de milliers de Françaises et de Français ont manifesté durant tout l'été. Certes, nous ne partageons pas certaines des positions exprimées dans ces manifestations comme celle sur le vaccin mais réfléchissons à ce que ces mouvements expriment, à la colère et aux exigences qu'ils portent, non pas pour y adhérer mais pour porter un discours qui donne sens à ce qui s'exprime.

Jean-Marc Durand – Drôme

Dans son rapport d'ouverture, Ian Brossat a souligné le comportement d'Emmanuel Macron qui est dans les faits d'ores et déjà en campagne, s'évertuant à distribuer des brouilles de ci, de là aux uns et aux autres. Ainsi il veut occuper le terrain et surtout donner l'impression qu'il prend en compte une question qui est au cœur d'une contestation montante, faisant craindre au journal les « Échos », une surchauffe sociale, celle des salaires, intimement liée au niveau du pouvoir d'achat et à celui de l'emploi.

Mais sur le fond aucun changement de politique. Les objectifs du pouvoir demeurent les mêmes rivés sur les profits et le soutien au capital contre la prise en compte des exigences sociales et écologiques. Le projet de loi de Finances pour 2022 atteste de cet entêtement dans une logique au service des profits. Et cela se traduit par un volet dépenses toujours attaqué et réduit. Il s'agit de faire baisser la dépense publique. Quoi de mieux pour cela que de supprimer des emplois publics ? 1 340 nouvelles suppressions au Ministère des finances qui chaque année depuis le milieu des années 2 000 a connu 2 000 suppressions d'emplois en moyenne chaque année. S'ajoutent 1 200 suppressions chez les opérateurs qui regroupent plus de 400 000 emplois dont plus de 200 000 sont des emplois liés aux missions d'enseignement supérieur et de recherche. On mesure ce qui est en jeu derrière ce choix dans de tels secteurs...

Mieux l'effet ciseaux refermés va permettre en 2022 de compter sur 11 milliards d'euros de dépenses nouvelles, résultats de recettes fiscales supplémentaires-. Mais on a bien du mal à en retrouver la destination à part le saupoudrage évoqué plus haut qui demeure loin du compte. Sans doute qu'une partie de ce montant servira à nouveau après les 31 milliards affectés aux impayés fiscaux et sociaux des entreprises pour « cause » Covid à de nouvelles compensations de cet ordre en 2022 et ce ne sont pas les plus petites entreprises qui bénéficient le plus de cette manne. Sans doute que la fin du « quoiqu'il en coûte » bien qu'annoncée à tue-tête, risque de ne pas être aussi nette que cela, année électorale et soutien au capital obligent !

Enfin le gouvernement se gargarise des chiffres de la croissance. Certes on devrait être à + 6% en 2021 mais déjà pour 2022 les prévisions sont plus incertaines. Est annoncé du 4%, mais on verra à l'usage. En tout cas, un constat en dit plus que de longs discours. Si on rapproche l'évolution du taux de croissance prévu en 2021 et 2022 du niveau du PIB fin 2019, on en arrive à un niveau de croissance moyen sur les 3 dernières années, de 1,5% soit, celui enregistré depuis des années ; ce qui est très loin du compte pour par exemple une véritable relance de l'emploi. Et en plus cette croissance est de plus en plus intoxiquée par la finance, voir les résultats du CAC 40 en ces premiers mois de 2021.

Tout cela montre à quel point il y a besoin d'une toute autre utilisation de l'argent de celui des entreprises et de l'État. C'est pourquoi il faut une véritable révolution fiscale particulièrement de la fiscalité des entreprises et du capital. Une révolution de la fiscalité étroitement liée à une autre utilisation du crédit bancaire absolument nécessaire pour amorcer la pompe qui permettra l'élargissement de la base de prélèvements fiscaux et sociaux qui à leur tour inciteront à des investissements utiles pour l'homme et la planète. Cette nouvelle création de richesses et leur nouvelle répartition seront un point d'appui essentiel au développement des services publics et de l'emploi public, un des enjeux de la campagne emploi que nous lançons dès le 9 octobre avec son point d'orgue le 20 novembre à Paris

C'est en mettant ces questions au cœur de notre combat que nous pourrons construire une initiative emploi qui placera le parti communiste au centre des enjeux politiques de la présidentielle, qui permettra de mieux nous identifier et de mieux repérer notre candidat montrant en quoi l'originalité

des propositions communistes sont un atout indispensable au développement des luttes et à la reconstruction d'une gauche de combat et de conquêtes.

Véronique Mahé – Loire-Atlantique – Non communiquée

Valérie Varenne – Manche

Cette semaine vous l'avez lu dans l'Huma les salarié·e·s de Naval Group à l'appel de la CGT, étaient dans l'action pour réclamer un 13^{ème} mois. Cela pourrait paraître indécent au vu de l'actualité de NG et pourtant non, car le contrat a rapporté de l'argent pendant 5 ans et sans aucune retombée pour tous les salarié·e·s. Cette revendication est un juste partage des richesses. Par contre sur le contrat lui-même cette décision pose question : quid de la vente des armes nucléaires. Nous n'avons encore jamais vendu de sous-marins à propulsion nucléaire.

Mais plus largement la vente des armes. L'export n'est pas un choix anodin.

Aujourd'hui les industriels, ne répondent pas forcément au besoin de l'État mais essaient de vendre ce qu'ils ont sur étagères en essayant de faire le plus d'argent possible. A qui vendons-nous ? Si l'Australie est une démocratie, d'autres pays comme l'Arabie Saoudite, le Brésil interpellent.

Présidentielle.

Nous avons voté une candidature PCF : maintenant comment allons-nous faire la différence entre les candidat·e·s de gauche car la grande différence majeure c'est de lutter contre le capitalisme et de ne pas s'en accommoder. Comment faire identifier le parti pour que les gens votent dès le premier tour.

Pascal Joly – Val-de-Marne – Non communiquée

Vanessa Ghiati – Hauts-de-Seine – Non communiquée

Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime

Amadou Deme – Essonne

Ian dans son rapport introductif nous a livré un certain nombre de pistes de travail intéressantes pour la campagne à venir. Le fait par exemple que les deux préoccupations majeures de nos concitoyen·ne·s restent la Santé et l'Éducation confirme ce que tout militant constate sur le terrain : bien loin des polémiques stériles et autres paniques réactionnaires que souhaitent imposer dans le débat public les médias dominants, l'action politique, pourtant démonétisée par des années de gouvernance néo-libérale, retrouve immédiatement du crédit lorsque l'on part des préoccupations concrètes des populations. En effet, la casse des services publics impacte directement le quotidien des gens qui néanmoins ne font pas toujours le lien avec le système capitaliste que nous dénonçons. Voilà pourquoi à mon sens la candidature de Fabien doit prioritairement porter haut et fort cette colère populaire de toutes ces femmes et ces hommes qui subissent la dégradation de leurs conditions d'existence et ne pas se cantonner à un catalogue des propositions du Parti sur tous les sujets, si pertinentes soient-elles. Nous avons tenu cette semaine un exécutif départemental afin de préparer notre CD de la semaine prochaine, CD durant lequel sera proposée et débattue une feuille de route militante qui devra nous emmener jusqu'en juin 2022. En Essonne, le candidat que nous avons soutenu en 2017, Jean-Luc Mélenchon, avait recueilli 136 392 voix pour un total de 595 794 votants. Si nous nous fixions l'objectif de réaliser 5% des suffrages exprimés, cela impliquerait d'obtenir 26 608 voix avec le même taux de participation, sachant que notre liste aux européennes n'avait récolté que 10 173 voix. Ainsi qu'il a été dit, il ne suffira pas de compter sur les passages médiatiques de notre secrétaire national pour faire décoller sa candidature, il nous incombe à toutes et tous d'aller chercher une à une les voix dans un électorat populaire très largement démobilisé aujourd'hui et ce ne sera pas chose aisée. Une journée de travail de la direction départementale prévue courant novembre servira à affiner encore nos ambitions et à mettre en œuvre la déclinaison

par sections de celles-ci en tenant compte de la réalité de nos forces et en veillant à mieux cibler nos actions.

SAMEDI APRES-MIDI

Isabelle Mathurin – Paris

" Il est urgent de se battre contre les attaques qui mettent en concurrence ou minent les services publics de l'intérieur (bas salaires, privatisations et précarité du personnel). Nous avons réussi à marquer des points par la bataille rassemblée des citoyen·ne·s, des élu·e·s, et des syndicats: ADP, projet Hercule, transformation de la gare du Nord en centre commercial. Nous pouvons nous appuyer sur ce qui a émergé de ces mouvements et de la mobilisation du 5 octobre pour une co-construction de notre bataille budgétaire pour plus de moyens dans les services publics et faire converger les luttes contre le capital. Nous participons à l'AG de Convergence services publics à Luçon sur les thématiques Sécurité sociale, services publics et projet de loi 3 DS qui va déstructurer nos territoires. "

Jacques Maréchal – Moselle

Mon intervention portera sur deux points.

La question de démocratie et la question de l'outil politique :

La crise politique est un obstacle majeur sur notre route et il convient de produire un effort important pour construire l'expression qui permet de faire bouger le rapport de force idéologique dans la société. La politique « macronienne » continue de faire des dégâts importants dans la société, elle fractionne, divise et favorise l'individualisme exacerbée. La remodelisation de la société voulue par le capitalisme continue et elle cherche en premier lieu à discréditer les chemins collectifs de l'émancipation portée par le mouvement ouvrier. La personnalisation de la vie politique y contribue. Nous avons donc besoin de sortir du présidentielisme et de porter une démarche qui articule les trois urgences : sociales, écologiques et démocratiques pas comme des questions séparées mais comme éléments indissociables de notre démarche politique : la campagne présidentielle devrait en premier afficher notre ambition de mettre en mouvement le plus de citoyens possibles sur un projet d'émancipation collective en rupture avec la recherche de solution individuelle. Il convient à mes yeux de travailler surtout la troisième composante celle de la démocratie : faisons de la démocratie la clé de voûte de notre logiciel. La crise appelle des réponses nouvelles de ruptures avec les institutions actuelles. La présidentialisation de la vie politique doit être combattue nous pouvons porter des exigences dans ces domaines qui répondent à des aspirations fortes dans la société : la volonté de dire son mot et d'être associé aux décisions sur tous les aspects de la vie. Mais il faut y compris lui donner un sens plus révolutionnaire en permettant de faire de l'intervention citoyenne le moteur de vivre ensemble et la fondation de ce qui permet de faire société : la fragmentation du tissu social, la montée des individualismes et des égoïsmes et des nouvelles formes d'un consumérisme exacerbée font le jeu des populismes et des forces réactionnaires. Le capitalisme a besoin de valoriser l'individualisme nous avons besoin de lui opposer une démarche qui articule la construction du commun à partir de l'expression de l'individualité. Conjuguer d'une nouvelle manière le collectif et l'individuel, l'intervention citoyenne et la vie institutionnelle. Disons-le un communisme d'émancipation.

Il s'agit de porter dans cette campagne des réponses nouvelles en matière de démocratie et de nouvelle république. Je ne parlerai pas de nouvelle souveraineté mais de citoyenneté populaire pour faire le lien entre individu et collectif. Les nouveaux droits d'intervention que nous proposons pour les salariés sont une des réponses pour faire naître la démocratie sociale cela doit nécessairement être articuler avec la promotion de l'ensemble de propositions pour répondre aux urgences démocratiques et pour quitter la 5^o République. Le droit de décider collectivement à tous les niveaux est essentiel.

On voit bien que dans les formes actuelles de contestation sociale le primat des exigences individuelles efface et parfois nie le droit du collectif à fixer une règle. Le principe même de la vaccination est contesté cela témoigne d'un État de la société qui mérite notre attention. L'invention de nouvelles délibérations collectives est vitale pour répondre à la crise politique et donner un élan nouveau à la démocratie. Il faut associer à nos propositions de transformation des institutions la nécessaire irruption citoyenne pour y parvenir. La démocratie peut renouveler le sens du vivre ensemble. Les campagnes législatives et présidentielles doivent nous aider à porter des contenus offensifs sur ces questions.

Nous savons que les institutions, les formes de pouvoir et les partis sont fortement rejetés. La vie collective et démocratique a fortement reculé. Notre parti n'y échappe pas. Mais il est encore un bel outil de débat et d'action. Notre vie collective doit être au centre de nos préoccupations. Nous avons consacré un peu de nos travaux à notre organisation ces trois dernières années. La vie militante touchée par la période que nous avons traversée mais au-delà de cela, nous devons être plus attentifs à la culture militante à la façon de les transmettre, les façons de s'engager évoluent et sont marquées par l'air du temps. Le recul du collectif touche également notre organisation. Comment transmettre nos gestes militants, comment les valoriser dans un monde où les réseaux sociaux jouent un rôle premier ? Comment dépasser les formes de verticalités ? Comment valoriser l'engagement individuel et favoriser le travail collectif ? Nous avons besoin de nous occuper de ces questions. Le CN devrait y travailler.

Alain Pagano – Maine-et-Loire

J'entends des critiques sur la campagne de notre Parti. De mon point de vue, ce début de campagne présidentielle de Fabien est très bon et il apporte un plus à notre Parti (visibilité, rayonnement des idées, ...). , et je crois qu'il est de notre responsabilité de le positiver, d'être capables de faire apprécier cela par les communistes, pour donner confiance dans nos possibilités. C'est à mon avis la première chose à faire même si on peut évidemment critiquer tout ce qui est améliorable.

A titre d'exemple sur nos possibilités, 24% des sondés par Harris considèrent que ce serait une bonne chose si le prochain président était communiste. Cela ne fait pas 24% d'intentions de vote mais le grain à moudre est là.

Dans le cadre de la campagne emploi, je crois qu'il faut mettre également en avant la proposition d'une politique de grands travaux écologiques, et, si j'étais taquin, je dirai, de grands projets utiles ! Grands travaux qui créeraient de l'emploi. A titre d'exemple, en matière climatique, on veut agir pour des transports plus propres en proposant, par exemple la gratuité des transports en commun, la baisse de la TVA sur le ferroviaire pour abaisser le coût du billet, l'augmentation du ferroutage ... Toutes ces propositions induisent des emplois directs (chauffeurs, cheminots ...) et indirects (dans la construction de bus, trains, lignes ferrées ...).

Dans la politique de grands travaux, j'inclus aussi les propositions que développe Fabien Roussel sur une nécessaire relocalisation des productions pour faire baisser la part de l'empreinte carbone de la France liée aux importations. Oui, nous sommes bien placés avec nos propositions de produire français, produire local, relocaliser pour parler aux salarié·e·s et aux chômeurs et chômeuses du pays. Il convient donc de mettre mieux en avant ces pistes dans notre campagne pour l'emploi.

Muriel Ternant – Territoire-de-Belfort – Non communiquée

Annie Manauthon – Alpes-Maritimes

Je suis très heureuse que nous ayons aujourd'hui cette discussion sur la campagne de notre candidat communiste à l'élection présidentielle et sur son programme.

Je pense à tous ceux qui n'ont jamais eu la possibilité de voter communiste ou de mener une campagne pour un candidat communiste, bref à tous ceux qui ont moins de 32 ans.

Nous faisons un sacré travail et nous pouvons en être fiers. Il y a, bien sûr, toujours du chemin à parcourir mais j'apprécie cette émulation et, par exemple, les fiches que nous avons reçues, retour de la réflexion menée par les commissions du parti.

Comme l'a dit Fabien Roussel ce matin, cette élection est l'affaire de tous les communistes, tant au niveau du contenu de la campagne que dans sa mise en œuvre.

Je vais intervenir à propos de l'école.

Avec le réseau école, nous travaillons sur cette thématique.

Et bien sûr, tous ceux qui se sentent concernés par cette question sont les bienvenus : l'ensemble des adhérents du parti, notamment, les étudiants, les parents, les professeurs ou les élus en responsabilité de ces questions dans leurs collectivités.

Je réitère donc l'appel à participation au réseau qui est ouvert à toutes et à tous.

Comme le disait Ian Brossat, l'éducation est la deuxième préoccupation des français : c'est un sujet très prioritaire pour 73% des Français, avec une augmentation très nette ces deux dernières années (+21 points).

Après, entre autres, le plan d'urgence que nous avons proposé lors du premier confinement et nos actions pour la suppression de Parcoursup et contre la réforme du lycée, nous avons des propositions claires dans le cadre de la campagne présidentielle.

Voici quelques points importants.

L'épidémie du Covid-19 a mis en avant le besoin d'une réorientation de notre société actuellement basée sur la marchandisation de l'enseignement. Les inégalités scolaires ont été creusées durant cette période, la sélection sociale amplifiée avec la réforme du bac et le maintien de parcoursup. Face à cette crise, Macron et son gouvernement ne proposent qu'une réponse inadaptée : en finir avec l'objectif d'égalité.

Mais l'école doit être reconnue comme un bien commun indispensable à tous.

Ainsi, nous voulons, au contraire, construire un changement radical de politique, pour construire une école pour toutes et tous.

Car cette crise sanitaire a souligné à quel point nous avons besoin d'un système éducatif de haut niveau, commun à toutes les citoyennes et tous les citoyens de demain, indispensable pour faire face aux défis de l'avenir : une école gratuite permettant à tous les enfants d'être réellement à égalité devant les apprentissages car tous ont le droit d'atteindre un haut niveau de formation, de culture et de savoir, leur permettant de maîtriser leur destin, individuel et collectif.

Et cette réflexion sur l'école ne peut être séparée de la lutte pour une société plus juste car cela, seulement, permettra d'une part aux apprentissages de ne plus être abordés sous le prisme d'un enjeu de réussite et de survie personnelles et, d'autre part, cela permettra la construction d'une société du XXIe siècle au service de toutes et tous.

C'est donc un enjeu de civilisation et, pour élever le niveau de connaissance d'une classe d'âge, c'est une question de démocratisation de l'école et de l'accès aux savoirs.

En 2008, la droite a supprimé une demi-journée d'école pour tous les élèves de primaire. Depuis vingt ans, c'est l'équivalent d'une année d'école qui a été supprimé d'un cursus !

Nous proposons donc de redonner du temps aux élèves pour apprendre, du temps pour élever le niveau de connaissance de toute une classe d'âge.

Nous proposons de rallonger le temps scolaire en passant des 24 heures actuelles à 27h dans le 1er degré pour aller à 32 heures pour toutes et tous jusqu'au lycée.

Car plus de temps de classe, c'est plus de temps pour résoudre les inégalités, combattre la difficulté scolaire. C'est du temps pour faire classe autrement et ne pas laisser tout ou partie de l'apprentissage des élèves aux officines privées, en dehors de l'école.

Clairement, plus d'école, c'est augmenter le temps scolaire pour rattraper le temps et les heures perdues (pendant la crise ou à cause des réformes successives du primaire ou du secondaire), c'est prendre le temps d'apprendre (l'éducation physique et sportive, les arts aussi), c'est changer les pratiques, tout faire à l'école (devoirs faits, aides personnalisées...), c'est une égalité renforcée et c'est aussi du temps familial libéré, du temps de loisirs et de culture.

Et plus de temps en classe est profitable à la fois pour ceux qui n'ont que l'école pour apprendre et aussi pour tous les autres.

Plus d'école, c'est plus de temps pour grandir, et choisir sa voie.

D'ailleurs, le bac doit redevenir un passeport suffisant pour entrer dans l'enseignement supérieur.

Il faut donc augmenter le nombre de places dans toutes les filières du supérieur en tension et supprimer Parcoursup, abroger la réforme du lycée.

Et pour plus d'école il faut plus de professeurs et de personnels de l'éducation : nous proposons 90 000 personnels tout de suite en pré-recrutement, et 100 000 de plus sur 5 ans.

Cela permettra d'avoir les moyens pour des petits groupes et ainsi répondre à la crise sanitaire et aux inégalités sociales en limitant le nombre d'élèves dans les classes à 25 puis 20 en primaire. Par exemple, le dispositif plus de maîtres que de classes permet d'augmenter le temps scolaire sans augmenter le temps de travail des enseignants.

On pourra aussi recruter des personnels d'éducation (ATSEM, psychologues, médecins, AESH...). C'est donc plus de personnels, pour des établissements sûrs et de bonnes conditions d'apprentissage (reconstruction médecine scolaire, nouveaux métiers...)

D'ailleurs, il faut en finir avec la précarité des personnels et mettre en place un plan de titularisation des contractuels élaboré avec les organisations représentatives et réaffirmer le statut de la fonction publique d'État pour les enseignants.

Concernant les locaux, il y a besoin d'un plan de construction et d'élévation du niveau d'équipement des établissements en lien avec les collectivités, mairies, départements, régions pour plus d'écoles, de collèges et de lycées bien équipés.

Pour cela il faut donc une hausse significative du budget de l'Éducation Nationale.

Il faut aussi revoir les contenus, les pratiques pédagogiques, changer les programmes.

Il faut un rééquilibrage des contenus enseignés permettant à chaque jeune de s'émanciper, de comprendre et d'agir sur le monde, sur sa vie selon le principe des 3 tiers : un tiers enseignement littéraire, un tiers d'enseignements scientifiques, un tiers d'enseignements physique et artistique. Je ne développerai pas ce thème, je n'en ai pas le temps.

Pour les enseignants, il faut plus de temps pour faire le métier, nous proposons donc aussi de donner plus de temps aux enseignants pour se former, préparer leurs cours, travailler en équipe, sans alourdir leur charge de travail.

Il faut revoir la formation initiale, avec un pré-recrutement sous statut de la fonction publique pour une formation initiale de qualité avec un recrutement à bac et bac + 2 et une formation aux métiers de l'enseignement à bac + 5.

Tout cela doit s'accompagner d'une revalorisation des métiers de l'enseignement sur le plan salarial avec un rattrapage du point d'indice gelé : c'est une hausse de 30 % des salaires.

Pour conclure :

Après des années de crise, notre école a besoin d'un changement de politique autour de deux objectifs essentiels : égalité et émancipation. Nous invitons l'ensemble des acteurs de l'éducation, et plus largement l'ensemble de la société, à construire le système éducatif dont nous avons besoin : pour en finir avec les inégalités à l'école, pour construire et transmettre une culture commune de haut niveau, pour permettre aux citoyennes et aux citoyens de demain de maîtriser les choix qui engagent leur avenir et d'agir sur le monde.

Dominique Boué – Indre

La question de l'emploi est essentielle et présente dans toutes les têtes, en fait, il s'agit de quelle activité de travail pour répondre ou non aux besoins.

Cette question doit être traitée : emploi/salaire/condition de l'emploi (conditions de travail liées à des problèmes de recrutement dans les secteurs de la santé ou de l'action sociale notamment) et de la liaison avec la question des qualifications et donc de la formation et de leur reconnaissance dans le travail.

Dans le privé, la formation a été livrée au patronat au travers de la mise en place des certificats de qualification, la suppression du lien entre rémunération et diplôme : on parle de compétence mais plus de qualification qui de fait, ne sont plus reconnues.

Ainsi les salaires ne sont plus liés à des diplômes et à des qualifications (exemple des CAP, BAC pro... qui correspondaient à une grille de salaires dans la métallurgie).

Il y a eu un travail idéologique de fond du patronat pour intégrer les salarié·e·s à une vision libérale de l'activité travail et de la formation autour de compétences (non reconnues).

Par exemple dans les régions on voit que ça transpire dans toutes les lignes des discours relatifs à la formation et à l'économie.

C'est un enjeu de débat important.

Enfin, sur la campagne présidentielle, nous entrons en campagne, mais il faut mobiliser maintenant l'ensemble des communistes et au-delà nos ami·e·s. La question est celle d'explicitier notre choix d'une candidature communiste pour porter des choix de rupture avec le système. Il faut selon moi explicitier l'utilité de notre candidature à l'aune de cette question.

Emmanuel Dang Tran – Paris

Nous utilisons souvent le mot « inédit » pour décrire des situations. Cette fois, il est plus juste que jamais devant ce qu'aucun d'entre nous n'a vécu et dont nous avons peine à prendre conscience.

Depuis 18 mois, le capitalisme mondialisé est passé à une nouvelle phase, avec une incroyable accélération, de restructuration.

La disparition du camp socialiste, l'affaiblissement radical des organisations révolutionnaires, ont laissé au capitalisme un champ libre nouveau. Même les acquis démocratiques « libéraux » ou « réformistes » de la démocratie bourgeoise, dont le camp révolutionnaire était devenu le garant, sont taillés en pièces.

Pour autant, le capitalisme n'en a pas fini avec ses propres contradictions, même si de nouvelles voies lui sont ouvertes. Sa crise globale, celle de sa recherche du taux de profit maximal demeurent. L'épisode de la crise financière de 2008 a sonné l'heure de concrétiser de nouveaux choix « systémiques ». L'un semble l'emporter sur le libéralisme et le nationalisme, celui du capitalisme supranational à tendance autoritaire, sinon dictatorial (ce qui ne supprime pas les contradictions inter-impérialistes mais les déplace seulement).

Nombre de questions fondamentales sont posées aux communistes. La reconstitution du taux de profit pourrait s'effectuer maintenant sur une nouvelle base, non plus celle d'un développement productif apportant une réponse mauvaise aux besoins, dans l'exploitation, avec des destructions cycliques, mais sur la base d'une non-réponse aux besoins, d'une réponse à de non-besoins, d'une destruction permanente et d'une dictature renforcée, contre les libertés individuelles que nous pensions définitivement acquises.

Les campagnes électorales pour 2022, vestiges dégradés de la démocratie bourgeoise, se déroulent dans cette nouvelle phase. Il me semble que les communistes devraient les utiliser pour porter deux perspectives conjuguées : celle d'un projet de société révolutionnaire à l'opposé total de ce qui se concrétise, que nous devons analyser et démasquer autant que possible, celle de l'établissement de fronts de résistance sur la base objective de l'existence d'un rapport de force ou de la possibilité de le construire, au cœur de la classe ouvrière. La fausse perspective, la plus stérile et dangereuse, c'est celle de porter une sorte de « réformisme radical » supports à des schémas politiques d'alliance discrédités à la corde, hors de notre temps. Même si les limites entre ces formules ne sont pas évidentes.

Par la grâce du Covid, la BCE a créé des centaines de milliards d'euros alors que la production a fortement baissé. La bataille pour l'utilisation de cet argent est capitale, oui, alors qu'il doit servir à entretenir les « bulles » immobilière et boursière qui n'explorent plus ou à nourrir l'inflation, notamment sur les biens essentiels. Mais cela doit se gagner là où existe le rapport de force pour lutter, comme pour la Sécurité sociale ou le logement (et avec comme perspective la rupture avec l'euro).

De grandes batailles pour le service public nationalisé ont été perdues mais tout n'a pas été effacé d'un coup. Notre priorité doit être d'être sur le front de résistance le plus avancé. Ce n'est pas encore une évidence que SNCF et RATP doivent se concurrencer par exemple. La Poste offre un autre choix de société qu'Amazon pour les colis notamment et beaucoup peuvent en être conscients. La bataille pour l'énergie nationalisée à 100%, contre la hausse des tarifs, est effectivement essentielle dans l'urgence.

Toute cette démarche suppose de se libérer de deux axes majeurs de la propagande mondiale, basée sur la domination par la peur (sans parler du terrorisme et de la guerre) : la politique liberticide et socialement et économiquement dévastatrice au nom du Covid et des pandémies (dirigée également contre l'offre de soins !) et le dogme de l'apocalypse climatique.
« En 2022, on va avoir besoin des communistes ! »

Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne – Non communiquée

Jean-Luc Lecomte – Eure

La nouvelle vient de tomber : ArianeGroup entend supprimer 600 postes en France et en Allemagne. Des emplois sacrifiés sur l'hôtel des profits. Avec le soutien de Bruno Lemaire qui s'appuie sur un accord politique européen, la production du moteur Vinci, jusqu'alors assurée à Vernon dans l'Eure, partirait en Allemagne.

Sale coup pour le spatial français et européen porté par 60 ans de créativité des salarié·e·s et par de nombreuses luttes et propositions de la CGT et du PCF, d'autant que les États-Unis reprennent aujourd'hui leur place dans l'espace avec SpaceX et viennent concurrencer le futur lanceur Ariane 6. L'enjeu est double : informationnel avec la privatisation de l'espace et militaire avec une Allemagne qui a toujours porté son regard outre-Atlantique.

À Vernon, après la liquidation par Hervé Morin du laboratoire de recherche balistique appliqué (LRBA), qui a frappé 400 familles en 2008, que resterait-il à terme du site ArianeGroup qui a compté 1300 salarié·e·s, en comptait 931 en mars dernier et pourrait n'en compter que 620 en 2025, si nous laissons faire les fossoyeurs de notre industrie spatiale ?

Le risque de démantèlement de l'office national d'études et de recherches (ONERA) est également à prendre au sérieux. La semaine du 9 au 16 octobre pour l'emploi, la formation et les salaires, aura deux points saillants : ArianeGroup et le site de Pont-Audemer de Thalès qui pourrait orienter sa production vers les composants et cartes électroniques qui font cruellement défaut aujourd'hui, notamment à l'industrie automobile.

Pour l'élection présidentielle et les législatives à venir, travaillons à des propositions qui permettent aux gens de nous identifier encore mieux. N'hésitons pas à parler de pouvoir d'achat face aux hausses insupportables, notamment de l'énergie, qu'il faut stopper en s'en prenant aux dividendes des actionnaires et en appliquant une TVA réduite aux produits de première nécessité. N'hésitons pas à parler de l'emploi, de la situation et de l'avenir de la jeunesse, des salaires et des retraites, de l'urgence industrielle et des services publics (hôpital public et santé, école, logement, transports...) dans le cadre des présupposés communistes, chers à Lucien Sève, que sont dans notre France la Sécurité sociale ou encore le statut des fonctionnaires. Il semble en effet important de mettre en avant l'indispensable dépassement du capitalisme que les jeunes appellent de leurs vœux dans les manifestations pour le climat. Luttons contre les idées nauséabondes de l'extrême droite qui mène une guerre idéologique qui alimente la droitisation du pays et luttons résolument contre l'abstention en faisant revenir aux urnes, par des propositions dont dépend leur vie, celles et ceux pour qui la politique a le plus d'importance.

Stéphanie Gwizdak – Hauts-de-Seine

Sur emploi

Je crois qu'il nous faut lier le récit et les détails chiffrés. Sur le récit, il nous fait absolument déconstruire le discours ! On ne quémande pas un emploi, on ne demande pas la charité. Les richesses c'est nous qui les créons, alors des emplois pour quoi faire ? De quel emploi a-t-on besoin, de quel emploi le collectif France a-t-il besoin ? Pour quel projet de société ? Pourquoi veut-on plus de pouvoir aux salarié·e·s et si quand on dit qu'on veut supprimer les actionnaires il faut être très clair sur l'alternative. Chiffres à la clé. Mais si on se pointe devant les boîtes avec du matériel généraliste on risque d'être à côté de la plaque car chaque boîte vit des réalités différentes à un même moment. D'où l'importance de connaître au mieux ce qui se passe dans les boîtes que nous ciblons, d'où l'importance de savoir si des camarades y travaillent qui pourraient nous renseigner.

C'est un travail d'organisation qui a très peu avancé. Par ailleurs pour info deux trimestriels des communistes de Thalès sont disponibles pour tous ceux qui ont des sites Thalès sur leur territoire (Thalès= 40 000 salarié·e·s en France) ? Le premier sur démocratie dans les boîtes, le deuxième sur salaires. Le troisième sera sur écologie disponible en novembre. N'hésitez pas à prendre contact.

Sur programme

Je crois que les camarades se réjouissent de voir arriver la partie programmatique. On pouvait avoir peur que la présidentielle soit un long chemin solitaire sur cet aspect là. Nous voilà rassuré·e·s.

Question : Comment s'organise-t-on pour permettre aux camarades de s'emparer de ce programme et d'y contribuer alors qu'il y a besoin de fournir rapidement du contenu ?

Ensuite, sur l'ensemble des notes fournies, que mettre en avant ? Si l'on regarde un des derniers sondages, celui qui disait que les jeunes seraient plutôt favorables à un président communiste, il montre aussi que les sujets importants sont : Europe, féminisme, écologie. Ça tombe bien. On est dans le ton. Nous on le sait, mais l'ensemble des français et françaises le sait-il ? Je crois donc que chaque communication sur quelque sujet que ce soit doit inclure ces 3 aspects de façon transverse et en ce sens le 4 pages sur emploi passe un peu à côté de l'objectif, en ne parlant ni d'écologie, ni de féminisme, ni de politique européenne.

Je m'arrêterai juste sur la question écologie. Nous on sait que la vraie couleur du vert c'est le rouge, mais nous ne sommes pas encore identifiés là dessus il faut donc gagner en crédibilité. Comment le faire ? Je crois qu'il faut chiffrer de façon très précise chacune de nos propositions mais aussi, à mon avis notre grande originalité c'est de poser la question « que produire, avec quel objectif et qui doit en décider ? » et cela aura un écho. La nouvelle loi Climat et résilience donne par exemple de nouvelles prérogatives au CSE, leur donnant mandat de consultation sur les impacts environnementaux des activités des entreprises. Les syndicats et les salarié·e·s s'emparent avec dynamisme de cette question ce qui est une opportunité pour nous car la démonstration des contradictions du capitalisme arrivent très vite et très naturellement dans le débat. Par contre nous devons absolument être extrêmement précis dans nos propositions, c'est le prix de notre crédibilité.

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Compte-tenu que la journée contre les violences faites aux femmes tombe aussi le 20 novembre, je propose que nous examinions très rapidement comment nous pouvons modifier notre calendrier car ces deux initiatives (emploi et violence faite aux femmes) sont d'égale importance. Elles peuvent même se renforcer en pointant des enjeux communs (pouvoirs, démocratie, services publics, nouvelle culture).

1- Nous avons décidé avant l'été d'organiser un rassemblement national avec Fabien Roussel le 20 (ou 21 novembre) pour l'emploi, la formation et les salaires, précédé et préparé par une semaine d'initiative pour l'emploi dans les départements, les villes, les territoires.

2- Avec ces initiatives, nous voulons mettre « le social » au cœur de la campagne présidentielle. La marquer. Certes. Mais pas n'importe quel « social », pas un social dépolitisé, ou un « social » qui s'en tient à la répartition.

3- Que voulons-nous faire dans ces initiatives ?

a- Nous voulons passer du « social » vague à la question des salaires, celle de l'emploi et du travail, tant refoulée politiquement, et celle de la formation encore trop refoulée dans nos rangs et la relier à celle d'une nouvelle production (industrie, services, services publics).

b- Nous voulons politiser ces questions en mettant en cause la politique menée et le système, à la fois sa logique profonde et ses pouvoirs au service du capital (monopole patronal d'un côté, appui par l'État de l'autre).

- La logique de notre système c'est que l'emploi vient après, de surcroît, et peut-être, car c'est la priorité au capital et à l'investissement matériel et financier.

- Mais dans le débat politique actuel, les pénuries d'emploi sont interprétées comme un simple « mismatch » (mauvais « matching », mauvaise adaptation de l'offre d'emplois à la demande) : au mieux une question technique – dépolitisée – d'adaptation des salariés au capital, au pire il faut les forcer à reprendre au plus vite n'importe quel boulot en durcissant les conditions de l'assurance

chômage pour toutes et tous. IL suffit pourtant de penser aux pénuries d'emploi à l'hôpital pour voir à quel point ce n'est pas une question de « mismatch », mais bien une question politique !

- De même l'idéologie dominante prétend que l'écologie est censée créer automatiquement des emplois. Alors qu'il n'en est rien : elle peut ou elle peut ne pas. C'est une grande partie de l'enjeu : une transformation écologique de la production et de la société ne peut se faire sans salariés formés, qualifiés, non précaires, décidant à l'entreprise et dans leur service public, etc. Qu'on pense au secteur de l'énergie et aux échecs successifs de la construction de l'EPR, qu'on pense aux immenses besoins d'inventer de nouveaux moteurs dans l'automobile ou l'aéronautique, qu'on pense à la rénovation thermique des bâtiments, impossible sans un énorme effort de formation et de création d'emploi, qu'on pense aux aides à domicile, qu'on pense au secteur de la santé qui se meurt d'un véritable effondrement décennal de la formation de tous les soignants. Mais c'est un enjeu politique. Cela ne se fera ni naturellement, ni automatiquement ! Et si cela ne se fait pas, il n'y aura pas de transition écologique, mais un capitalisme un peu verdi...

c- Nous voulons donner à voir nos propositions (conférences permanentes emploi-salaires-formation et transformation productive, nationalisation des grands groupes avec des pouvoirs des salariés, pôle public bancaire et financier étendu pour un nouveau crédit, nouveaux pouvoirs des travailleurs dans les entreprises) et notre projet de société, une sécurité d'emploi ou de formation et de revenu, pour chacune et chacun.

4- Les initiatives du 9 au 16 octobre auront des formes différentes selon les fédérations et les sections. Ici des rencontres-concertations sur les besoins d'emploi dans les services publics ou dans l'industrie, là des débats politiques, ailleurs des rassemblements visibles interpellant le Medef, pôle emploi ou des pouvoirs politiques sur l'utilisation de l'argent.

- Il va s'agir de faire s'exprimer à la fois le vécu et des exigences sociales ou sociétales. Les exigences de santé, d'écologie, de la jeunesse, d'une nouvelle maîtrise industrielle, d'une nouvelle alimentation, etc. débouchant sur le besoin d'emploi, de formation, d'une hausse générale des salaires.

- En ce sens, au-delà des salarié·e·s et syndicalistes, il est bon de penser à inviter dans nos initiatives des associations d'usagers (du transport, des hôpitaux, etc.), de chômeurs, de jeunes, ou écologiques, à même d'exprimer des exigences de la société pour les aider à entrer en dialogue, en concertation et en convergence avec les travailleurs et syndicalistes.

- Il va nous falloir travailler (dans ces initiatives) le lien entre besoins de salaires, besoins d'emploi et besoins de formation. Dans un contexte où, j'attire votre attention, la part des profits dans la valeur ajoutée n'a jamais été aussi élevée depuis 70 ans ! C'est bien la conséquence de ce que nous dénonçons : ils font plus d'État... au service du capital et des profits !

- Il va enfin, désigner des pouvoirs, les mettre en cause. Cela sera bien sûr différent selon la forme des initiatives. Il s'agirait de mettre en cause, à la fois le pouvoir politique (les aides et leur destination, les décisions politiques sur les services publics, l'austérité, etc.) à travers le préfet, l'État, l'ARS, ou la Région, et à la fois les directions d'entreprises ou les banques. C'est cette alliance Capital-État(et institutions existantes) que nous voulons mettre en question et même changer à travers des prises de pouvoir politiques et la création de nouveaux leviers financiers et institutionnels ou de pouvoirs. Il est nécessaire que tout la gauche y vienne.

5- A la sortie de ces initiatives, nous pouvons avoir,

- Bien sûr des suites sur le « dossier » qui a été abordé
- Mais aussi la création d'un « comité des "Jours heureux" »
- Un appel à se rassembler à Paris avec Fabien Roussel
- Porter certaines de nos propositions politiques, notamment dans l'appel
- Mettre l'accent dans l'appel sur l'exigence d'aller vers un système de Sécurité d'emploi, de formation et de revenu, qui donne un nom et une visée commune à tout un ensemble d'exigences et de revendications

5- A la suite de l'initiative nationale, nous pourrions lancer un appel ou une pétition en 5 ou 6 points, qui peuvent déjà monter dans les initiatives d'octobre :

- Moratoire sur les suppressions d'emploi et les fermetures de services publics
- Création de conférences citoyennes et sociales permanentes Emploi-Salaires-Formation et transformation productive
- Nationalisation des grandes banques privées et assurances pour créer d'un pôle public bancaire et financier pratiquant un tout autre crédit
- Nationalisation et (ré)appropriation sociale de grands groupes industriels ou de services (notamment les services publics de réseau : Télécoms, Eau, Électricité, Transport ferroviaire, ...), avec des pouvoirs des travailleurs dans ces entreprises
- Droit nouveaux des travailleur·e·s dans les entreprises
- Sortir de l'austérité en créant un Fonds national puis européen pour les services publics afin d'utiliser tout autrement l'argent de la BCE en faveur de l'emploi dans les services publics, en commençant par des pré-recrutements à l'hôpital et dans l'enseignement.

Pierric Annot – Hauts-de-Seine – Non communiquée

Isabelle Goïtia – Hauts-de-Seine

Campagne pour l'emploi

La question de l'emploi est une des questions essentielles que nous devons porter lors de notre campagne pour la présidentielle. La difficulté réside dans la manière d'aborder ce sujet et surtout comment intéresser nos concitoyens à cette question de l'emploi. Tout d'abord je pense que l'on ne peut pas traiter de l'emploi sans parler du travail. Il faut partir de la réalité du travail telle qu'elle s'impose aujourd'hui aux salarié·e·s. Puisque nous partons sur l'idée des "Jours heureux", nous pourrions approcher cette question de la façon suivante : comment faire du travail une source d'épanouissement, de développement personnel ?

Nous savons que la souffrance au travail est une réalité de plus en plus vécue par les salarié·e·s : intensification du travail, burn-out, perte de sens, d'autonomie, télétravail pour mieux fuir les mauvaises conditions de travail en présentiel, les journées de travail qui s'allongent de plus en plus avec la digitalisation.

Parlons haut et fort de la nécessité de réduire le temps de travail, de revenir à la retraite à 60 ans, pour profiter de la vie mais aussi pour lutter contre le chômage.

Enfin, on ne peut pas parler d'emploi sans évoquer la formation scolaire et/ou professionnelle, la nécessité d'une formation de qualité pour la jeunesse, la suppression de Parcoursup qui contraint trop d'étudiant·e·s à faire des choix par défaut.

Hadrien Bortot – Paris

J'aimerais d'abord revenir sur le contexte.

Cette élection présidentielle, plus encore que les précédentes, sera un affrontement de visions du monde et de la société.

La percée des idées identitaires et nationalistes oblige la gauche à être forte sur ses contenus et sur ses valeurs. Le rôle principal du PCF devrait être d'entrer à plein dans la bataille des idées, non pas par la lorgnette de petites mesures, mais bien par la construction d'une Vision du Monde, son partage et sa diffusion.

Cela ne peut pas se faire quand on découvre la ligne à la télé ou sur les réseaux sociaux. Quand on se réveille un matin et qu'on lit dans la presse, qu'après des années de compagnonnage avec Glissant, que pour nous la créolisation n'existe pas voir est un problème.

C'est ce qui fait que la question du projet communiste est centrale pour nous dans cette élection. Il doit être au cœur de nos préoccupations. Fabien disait ce matin que cette candidature doit être collective. Je suis d'accord avec lui. Avoir un candidat du Parti Communiste, n'en fait pas aujourd'hui le candidat des communistes. Car sa ligne et son projet sont fixés sans les militant·e·s du PCF.

Il est urgent de renverser le centre de l'initiative politique et de remettre au cœur la construction par le parti, les militant·e·s, les sympathisant·e·s du projet. Comment peut-on se prévaloir de n'avoir

reçu que 800 contributions sur notre plateforme internet ? Je serai curieux de savoir combien il y a eu de contributeurs, quand on sait le goût de quelques-uns pour ce genre de structure.

Il faut éviter comme je l'entends ici, d'enfermer la question du projet dans des discussions de commission ou de direction. Il faut se donner le temps de l'ouvrir en grand, sur un mois, un mois et demi, dans l'ensemble du Parti pour qu'en décembre le prochain CN s'appuie sur un travail réellement collectif.

Un projet n'est pas un programme, il est le lieu précis où chacun doit compter et peser. Nous avons besoin d'une autre méthode pour créer cette dynamique sur notre Vision du Monde. Le temps pris aujourd'hui sur cette question sera utile pour l'élection présidentielle et surtout pour les élections législatives.

Quelques mots sur les contours du projet. J'ai parfois l'impression que nous cherchons à nous transformer en un parti qui ne défend plus que trois choses : la république, la laïcité et le travail. Quand nous nous enfermons dans ces obsessions, nous ratons le désir de radicalité qui s'exprime partout. Les résultats du premier tour de la primaire écologiste en sont l'une des expressions. Pour moi asseoir notre projet sur d'autres grandes questions qui sont les grandes aspirations de notre époque.

La question démocratique, nous ne pouvons pas faire l'impasse sur la 6e République, sur sa forme et sur ses institutions, sur comment associer chacune et chacun aux décisions.

La question écologique et à travers elle la question de la production. Nous devons changer la production demain. C'est un fait. Cantonner notre discours à un vieux slogan « produire français » est une erreur. Pour demain, il faut produire mieux, produire utile, changer qui décide de ce qui doit être produit et de comment produire.

La question des libertés publiques sur lesquelles nous ne travaillons pas assez et pas bien. Il faut que nous soyons plus combatifs pour ouvrir de nouveaux droits, et garantir le respect de nos libertés fondamentales que ce soit face aux prédatations des GAFAM ou à la montée d'un état libéral autoritaire.

Enfin la question de la lutte contre toutes les dominations qu'elles soient patriarcale ou raciste doit être un objectif énoncé clairement. Ce ne sont pas juste des suppléments d'âme à la lutte des classes, mais des dominations à part entière contre lesquelles nous devons lutter.

Françoise Brefort – Isère - Non communiquée

Gilles Gourlot – Seine-Saint-Denis – Non communiquée

Aurélien Lecacheur – Seine-Maritime – Non communiquée

Annie Lévi-Cyferman – Moselle

Je voudrais tout d'abord me féliciter de notre visibilité dans la campagne de la présidentielle.

Nous voulions un candidat pour porter dans le débat public, nos idées et nos propositions, c'est bien ce qui est en train de se produire.

Les passages médiatiques de Fabien, sont clairs et marquent nos axes de propositions centrés sur le social : pouvoir d'achat, salaire, emploi, formation travail, ainsi que sur la jeunesse.

Nous nous démarquons ainsi des autres candidat·e·s, notamment au travers de notre proposition d'une sécurité d'emploi et de formation.

Bien entendu cette médiatisation n'est pas suffisante, il faut à présent que tous les communistes, dans toutes les fédérations, toutes les sections, s'approprient la campagne et se mobilisent, notamment autour de notre journée de mobilisation du 20 novembre prochain.

Notre projet doit également être finalisé afin que les propositions portées par Fabien, soient la caisse de résonance d'un projet collectif, partagé des communistes.

A ce propos, le CN me semble avoir un temps de retard dans la prise de décision, peut-être faut-il améliorer son fonctionnement ou le réunir plus souvent, dans la période de la présidentielle.

En ce qui concerne les droits et libertés, il faut rappeler que la justice est plus qu'un service public, c'est un droit régalien : définir le droit et rendre la justice. Or la justice qui est un élément fondamental de la cohésion sociale et nous concerne tous, est totalement asphyxiée. C'est une justice d'abattage, avec une multiplication de textes et de réformes qui ne répondent pas aux vrais besoins : plus de moyens, plus de personnel, plus de magistrats, avec une ouverture et démocratisation de l'école de la magistrature.

En matière de libertés, un nouvel état d'urgence sanitaire, succède à celui mis en place après les attentats terroristes.

Nous vivons ainsi dans un état d'exception depuis des années, au détriment du pouvoir du parlement et permettant à l'exécutif de prendre seul des décisions par ordonnances.

Plusieurs lois liberticides, aggravent par ailleurs les conditions de manifester, de se réunir, de s'associer...

Il faut un juste équilibre entre sécurité et liberté.

Depuis 5 ans, le pouvoir macronien a penché pour la seule sécurité, interrogeant sur sa vraie nature. Par ailleurs, si la police est dépositaire de l'autorité publique et à ce titre légitime à user de la force nécessaire et proportionnée, depuis quelques années, il apparaît que se multiplient des violences inacceptables, ainsi que l'usage d'armes qui ont éborgné et tué, des comportements clairement racistes.

Ces pratiques sont incompatibles avec une police républicaine.

Il faut fermement les dénoncer et les combattre en proposant des réformes profondes, notamment de formation, accompagnées de moyens.

Dans les quartiers nous devons aller chercher les électrices et les électeurs, plus qu'ailleurs abstentionnistes.

Les mobiliser autour de propositions sociales.

Les replis identitaires et communautarismes de certaines organisations, parfois infiltrées par des obscurantistes islamistes, doivent être combattues pied à pied, sans naïveté.

Partout notre campagne se gagnera sur le seul terrain de classe.

Muriel Ternant – Territoire-de-Belfort – Non communiquée

Pierre Laurent – Paris

Je suis d'accord avec les deux objectifs précisés dans le rapport: assurer la réélection de nos députés sortants et en gagner de nouveau tout en travaillant à la présence de candidats communistes dans le maximum d'endroits. C'est à travers ces deux objectifs que se jouent notre enracinement local et notre présence nationale. Pour y parvenir, on ne peut comparer ce que nous avons à faire avec les élections régionales et départementales, qui nous ont permis de retrouver des élus dans des accords d'union mais en présentant beaucoup moins de candidats communistes que la dernière fois. On ne peut reproduire le même modèle, d'autant que la présence de nombreux candidats communistes aux législatives détermine notre nombre de voix et notre financement public pour cinq ans..

Nous savons que l'enchaînement présidentiel-législatives est compliqué pour notre parti. Nous devons travailler une articulation entre les deux élections qui conjugue dynamique nationale et locale.

Dans notre campagne nationale, nous devons valoriser l'échéance parlementaire en plaçant au cœur de nos objectifs l'ambition communiste au service d'une nouvelle majorité parlementaire. Les élections législatives sont une des conditions démocratiques du changement politique, à rebours de la présidentialisation de la vie politique, qui est source d'autoritarisme. C'est pour moi le sens du pacte d'engagements communs. Ce n'est pas à mes yeux une question d'accord électoral avec d'autres forces. Il s'agit de faire monter dans le pays des exigences et des contenus qui permettront de construire un rapport de forces et de porter efficacement l'exigence de construire une nouvelle majorité politique

A l'échelle des circonscriptions, cela suppose des constructions locales qui ne peuvent être la seule répétition de notre discours national. Cela appelle une analyse détaillée des circonscriptions, de

leurs rapport de forces, pour trouver la bonne tonalité adaptée à chaque situation. De ce point de vue, manque dans le rapport une réflexion sur le profil des candidats à choisir et le type de campagne que l'on peut mener. Nous devons trouver dans chaque circonscription, le ou la candidate, qui par ses compétences et son implantation sera le ou la mieux placée pour rassembler le maximum de suffrages. C'est une réflexion collective qu'il nous faut mener là-dessus, tant au plan local que national.

Une dernière remarque: si, bien sûr, des contacts et échanges sont dès maintenant nécessaires avec les autres forces politiques de gauche, il est beaucoup trop tôt à mes yeux pour engager des négociations électorales sur les circonscriptions. Nos campagnes doivent viser à faire bouger le paysage politique et il est très instable. Comment va évoluer ce paysage politique, les rapports de forces, quels seront nos interlocuteurs privilégiés? Il est trop tôt pour l'apprécier. Nous devons plutôt travailler à détailler nos objectifs concrets, et les moyens de les atteindre, notamment dans toutes les circonscriptions où nous jugeons que des opportunités existent de faire des percées au delà de notre influence nationale.

Naïma Senanedj – Bouches-du-Rhône – Non communiquée

DIMANCHE MATIN

Raphaël Debu – Rhône – Non communiquée

Jean-Noël Aqua – Paris

Je partage des objectifs que nous nous fixons sur l'augmentation de l'impact des idées communistes. Mais le dernier étage de notre ambition (peut-être le plus important) est insuffisamment affiché.

L'étage que nous avons voté dans le texte de la conférence nationale : « Nous voulons créer les conditions d'une nouvelle majorité politique (...) dépasser les divisions des forces de gauche et écologistes, réunir les conditions d'une alternative politique autour d'un pacte d'engagements pour les mobilisations et les élections législatives ».

Il nous faut travailler la constitution de cette nouvelle majorité. Viser seulement la reconduction de nos sortants et la constitution d'un groupe, tout seul, ne peut manifestement pas répondre à cette ambition. Il nous faut donc plus d'actes spécifiques dans cette direction. Un rassemblement simple d'étiquettes, qui ne serait pas basé sur un rassemblement populaire et sur une construction sur le projet, ne sera pas suffisant non plus.

Aux régionales dans certains endroits, la gauche fait la somme des voix du premier tour ; c'est insuffisant pour gagner. Si nous voulons réellement cette nouvelle majorité, nous devons travailler dans l'ordre sur le projet, ensuite sur la stratégie et enfin sur les candidatures pour les incarner. Il faut des rencontres ouvertes et nationales sur le projet. La démarche d'un pacte d'engagements communs, ouverte à toutes les forces disponibles à gauche et exigeante sur le fond, peut y contribuer. Ce travail est difficile entre une sociale-démocratie qui a déçu, une LFI qui s'est éloignée au moins dans la pratique de la 6e République, et des écologistes qui peuvent développer une écologie coupée des intérêts populaires. Pourtant, nous devons travailler avec toutes ces forces. En se fixant des objectifs ambitieux : mettre fin au pouvoir de la droite et participer sur les 5 ans à venir à une certaine transformation sociale.

Viviane Debarges – Drôme – Non communiquée

Dominique Boué – Indre

La campagne présidentielle est lancée sur les thématiques emploi-salaire, climat, jeunesse, c'est bien et nécessaire de poursuivre sur ces thématiques.

Reste la question démocratique, du piège du calendrier électoral et de celle du rassemblement.

La question du pacte d'engagement commun est importante dans le cadre de nos campagnes, elle peut donner une visibilité et une crédibilité sur la capacité d'une gauche à gouverner ensemble. Il me semble important de l'intégrer dans notre projet présidentiel.

Sur la question de la démocratie.

Au-delà de la question essentielle de la démocratie dans les entreprises, il y a aussi celle de la démocratisation de nos institutions dans notre projet de VIème République.

Je me demande si on ne pourrait pas mettre en débat plus fortement la question de l'inversion du calendrier électoral lors de l'élection présidentielle. Une proposition atteignable immédiate, avec du sens, inscrite dans notre projet visant à remettre la question des contenus des politiques et de l'action du parlement au centre des débats.

Emmanuel Dang Tran – Paris

J'ai lu avec attention de livre de Fabien Roussel. Le Parti n'échappe pas, dans ce début de campagne, à la personnification liée au système présidentiel.

Ce qui me frappe le plus dans les positions de Fabien Roussel, c'est le décalage entre la gravité de la situation, l'accélération sans précédent de l'offensive capitaliste au nom du Covid et du climat, et l'absence d'analyse générale du changement de modèle capitaliste, d'analyse de ce que la politique de Macron représente d'inédit. Ce qui me frappe tout autant, c'est l'absence de la lutte des classes, même du mot, et du rôle du Parti de classe dans cette situation nouvelle.

La perspective d'alternative ne se trouve pas dans un changement de président ou de politique présidentielle, dans un rêve d'élection de Fabien Roussel à la place de Macron, dans une majorité illusoire de « changement » aux législatives issue d'accords électoraux bancals. Et la place du Parti dans les luttes dépasse largement le soutien affiché des élu·e·s.

J'ai exprimé mon désaccord avec les orientations principales des derniers congrès et conférences nationaux, qui n'adoptent les ruptures nécessaires. Mais dans la campagne actuelle de Fabien Roussel, je n'y retrouve même pas toute leur cohérence, notamment sur le plan économique. Défendre une certaine idée de la nation, de la France, exigerait des positions de rupture franches avec l'UE, qui est renforcée avec le Covid, dans le cadre d'une nouvelle phase de la mondialisation capitaliste. Je ne les trouve pas. Faire de la surenchère sur les mesures liberticides décidées mondialement au nom du Covid est un lourd contresens pour la bataille politique. Dans la campagne, nous devrions les combattre pleinement (dont le pass et le « vaccin » obligatoire). Faire encore de la surenchère sur une conception fausse de « l'écologie » et une propagande et un embrigadement basés sur la peur et l'apocalypse climatique, c'est faire le jeu du système capitaliste (vert ou non). La discussion avec les grands patrons ou la direction de la CFDT pour adapter la politique économique et sociale, « moduler », ne donnera rien que du négatif pour les travailleurs et le Parti. Sans gagner de voix pour autant.

Je ne comprends absolument pas l'intérêt d'ailleurs, dans un livre de campagne électorale, alors que les communistes sont censés faire de la politique autrement, de consacrer 7 pages aux tractations de congrès qui ont amené Fabien Roussel à la tête du Parti. Sauf si c'est pour un guide gastronomique des brasseries proches de la Gare du Nord...

Enfin je ne reviens pas sur la participation de Fabien à la manifestation de policiers, en connivence avec le gouvernement et sa politique de répression et de division. Elle a déjà été fortement critiquée aux Conseil nationaux précédents et elle me choque au plus haut point.

Les communistes se trouvent devant le défi, pendant le temps de la campagne, face à la logique réductrice du système présidentiel, pour le pays comme pour le Parti lui-même, de faire monter des positions de résistance fondamentales pour alimenter, animer et développer les luttes.

Cécile Dumas – Val-d'Oise

Nous savons tous que les élections législatives sont très liées à la présidentielle.

Et nous connaissons aussi les difficultés de nous faire entendre sur le danger de ce type de calendrier : présidentielle et législatives dans la foulée.

Ainsi, la division de la Gauche, la multiplication des candidatures qui ne laisse que très peu d'espoir de changement actuellement au « peuple de gauche » va forcément peser sur les législatives et nous ne serons pas exonéré de ce reproche bien sûr.

Alors comment faire pour réussir à mener de front présidentielle et législatives ? Cela peut apparaître parfois très compliqué !

À la suite de ce constat, je regrette que nous abandonnions l'idée et le terme qui était présent dans le texte de la conférence nationale « le pacte législatif pour une nouvelle majorité politique à gauche ». Cela me paraît souhaitable que notre candidat à l'élection présidentielle, Fabien Roussel puisse porter cette idée. Il me semble fondamental que nous n'oublions pas l'importance des législatives dans la campagne de l'élection présidentielle.

Cela peut permettre de travailler la dynamique nationale et locale que cette séquence électorale nécessite.

On pourrait pour cela, construire des « collectifs citoyens, comité de circonscription », (peu importe le nom) à l'échelle des circonscriptions pour permettre d'entendre les volontés populaires et construire avec eux des contenus permettant d'y répondre. Cela n'est pas incompatible avec la campagne de la présidentielle ni les comités des « "Jours heureux" » mais est certainement indispensable pour les élections législatives.

Une dernière remarque, les comparaisons entre élections départementales, régionales passées et élections législatives à venir me paraissent un peu osées. Ce ne sont pas le même type d'élections. Personne n'ignore que les rassemblements réussis dans les binômes des départementales va être très compliqués à réaliser pour les législatives après une présidentielle si morcelée. De plus, les conditions politiques, sanitaires, économiques des prochaines élections seront certainement bien différentes.

Rappelons-nous aussi le taux d'abstention incroyablement élevé auquel il ne faut pas nous habituer et qui demande beaucoup d'humilité dans l'analyse des résultats et d'un quelconque taux d'électorat.

Tout ce contexte nous impose d'être très attentifs à toutes les colères de la société, tous les mouvements et de toujours essayer d'impliquer la population dans nos initiatives, dans nos constructions politiques. Il est fondamental de mettre tous nos efforts dans les élections législatives et de consolider notre groupe à l'Assemblée nationale, la dimension nationale de notre parti et donc l'existence de nos groupes parlementaires est indispensable à notre parti mais surtout à la justice sociale, à l'émancipation humaine et à toute la population qui ne se résigne pas à vivre dans un monde meilleur.

Fabien Guillaud-Bataille – Val-de-Marne – Non communiquée

Pascal Savoldelli – Val-de-Marne

Un enjeu autant important que compliqué ; l'important est : quel changement de société possible et nécessaire ? Quelles conditions doivent être réunies ? Comment construire une offre stratégique populaire en faveur de l'existence d'un groupe parlementaire majoritairement composé de membres du PCF ? C'est un enjeu pour la bataille des idées ; c'est un enjeu de continuité d'un PCF à légitimité et capacité d'action à caractère national. C'est également un enjeu de financement pour les partis . Le compliqué, c'est le système institutionnel de la 5ème République de plus en plus verrouillé avec le quinquennat et des législatives mise sous la tutelle de la présidentielle ; c'est le paysage politique avec une présence forte des analyses et propositions des droites, une abstention alarmante sur fond de résignation et de dédagisme, un début de médiatisation de la présidentielle par des duels se voulant instruire le débat démocratique et des pratiques militantes de connexion et de déconnexion proche trop souvent de pratiques de la nouvelle façon de consommer. Auparavant, et particulièrement pour 2017, en responsabilité des élections, j'étais favorable à ce que notre parti s'engage réellement dans l'inversion du calendrier institutionnel. C'est-à-dire commencer par l'énoncé d'un projet de changement, d'engager le débat avec les citoyen·ne·s avec des candidat·e·s aux législatives et de faire un choix d'abord stratégique et non d'abord tactique pour la

présidentielle avec le ou la candidat·e présenté·e ou soutenu·e par un vote des adhérent·e·s du PCF. Ce chemin-vite résumé- dans les conditions politiques du moment n'était pas si simple à appréhender. Nous avons fait un autre choix et là encore pour 2022, nous « épousons » encore et différemment une approche présidentialiste dans un contexte certes nouveau. Sûrement du fait que les résultats de notre candidat, de celui des autres à gauche, d'une dynamique électorale ou non des idées progressistes, des candidat·e·s du 2ème tour et de celui ou celle élu·e de cette élection s'invite à la table avec un appétit dévorant. Pas de « yoyo » pour préparer les législatives et se projeter avec l'ambition de conserver nos positions et d'en gagner le plus possible entre « quel que soit le résultat de la présidentielle » et « selon le résultat de la présidentielle ». Sur le pacte d'engagements communs, la démarche est intéressante et peut porter ces fruits mais il ne peut pas d'abord se construire sur l'état des rapports de forces par circonscription même si ce travail doit être réalisé. De par la nature des modes de scrutins et nos alliances, soyons prudents quand on se réfère aux départementales et aux régionales. Prudence pour ne pas se « survaloriser » mais aussi pour ne pas se faire « dévaloriser » par les autres forces de gauche. Ce pacte pourrait s'essayer -et c'est vrai pour Fabien Roussel, comme candidat aux deux élections- de mettre en débat auprès des citoyen·ne·s l'expression une revendication politique, une cause politique source d'enthousiasme et d'engagements qui crée un trait d'union entre les 3 principales revendications d'une partie de l'opinion publique qui rejette les droites et se réclame de la gauche : revalorisation des salaires, meilleure redistribution des richesses et protection de l'environnement. « Les "Jours heureux" » c'est le courage de la gaieté en politique mais cela doit être une construction citoyenne et pas une construction délégataire. Pour aboutir avec le maximum de citoyen·ne·s et d'autres forces politiques à des causes politiques communes. J'encourage l'idée d'organiser des séances de travail avec les secrétaires de sections qui sont les responsables les plus à même de faire un état des lieux électoral - mais pas que- dans le maximum de circonscriptions. Demandons-leur, avis sur ce qui doit être commun entre la présidentielle et les législatives et ce qui peut-être envisagé singulièrement pour les législatives.

Pierre Laurent – Paris

L'introduction de Christian, la méthode de travail qu'il propose est importante. L'élaboration d'un projet présidentiel est un moment de cristallisation politique de nos positions qui compte dans la visibilité et la crédibilité nationale du parti.

Notre boussole, tant pour la présidentielle que pour les législatives qui vont suivre est de se doter d'un projet et d'axes de batailles qui nous permettront d'aller le plus loin possible dans les rassemblements à construire autour d'idées de transformation de la société. Car nos idées n'ont de la force que par l'ampleur de l'engagement populaire qu'elles suscitent. L'équation est toujours à trouver: donner du sens et une vision au projet de société que nous proposons pour la France, et incarner cette vision dans des propositions immédiates et concrètes, qui aideront aussi nos candidats dans leurs batailles législatives.

Nous pensons toujours que nos propositions sont les meilleures. Mais il ne faut jamais sous-estimer les adversaires ou les concurrents. Tous travaillent le sens de leur projet. Les Verts s'appuient sur une idée: l'avenir de la planète est la question du siècle. Eric Zemmour avance sa vision rétrograde et fascisante de la France en cultivant l'angoisse existentielle de millions de Français. Notre projet devra dire l'idée forte que nous proposons aux Français dans cette élection. Ce travail est devant nous.

Sans prétention, je m'en tiens dans cette intervention à quelques remarques sur des axes qu'il m'apparaît nécessaire de mieux prendre en compte. Je ne tranche pas la hiérarchie de ces sujets, je verse quelques points au débat.

Les enjeux culturels d'abord, largement occultés alors que la période de la pandémie les a largement révélés. Ils tiennent ou non une société ensemble. Nous devrions en faire une question forte et originale de notre projet. Je rattache à cela la question sur le temps scolaire, que nous venons de rouvrir avec la proposition des 32 heures, qui suscitent un débat. Si nous ouvrons ce débat, alors parlons du contenu de ce temps scolaire, aujourd'hui très ségrégatif. Pourquoi ne pas proposer que

20% de ce nouveau temps scolaire soit consacré à l'éducation artistique et sportive, pour ouvrir le débat sur l'émancipation humaine. Cette ambition peut devenir une grande question populaire.

Il en est de même sur les questions de santé et de sécurité sociale. La pandémie a révélé des failles graves de notre système de santé publique. Il faut porter une ambition nationale forte. Ne nous laissons donc pas enfermer, comme le souhaite Macron, dans le seul débat pour ou contre la vaccination, mais reposons, comme nous l'avons fait lors de la tournée des hôpitaux par les parlementaires, la question du système de santé et des moyens à y consacrer.

Je crois aussi beaucoup à deux questions majeures transversales: d'abord la manière dont nous mêlerons à notre manière enjeux sociaux et écologiques. Beaucoup de social et un peu d'écologie, c'est à côté de la plaque. La transformation émancipatrice de la société passe aujourd'hui par un projet de civilisation social et écologique. Nous ne sommes pas identifiés sur cela. C'est une question majeure pour l'avenir. Notre projet présidentiel doit franchir un cap dans la formulation de notre vision.

De même, la question du monde. L'état du monde n'est plus une question internationale, extérieure à notre projet. Notre projet doit proposer de changer la manière dont la France pense son rapport au monde, pour construire un monde plus sûr, plus juste, plus durable, mieux en paix. Cela nous ramène aux grands enjeux sociaux, pacifistes, féministes, climatiques qui sont les grands enjeux communs de l'humanité.

Enfin, il nous faut faire une grande place à la question démocratique, en grand danger dans toute l'Europe. En France, ne sous estimons pas l'entrave que constitue le système institutionnel hyper présidentiel, conçu pour entraver toute alternative et réduire une formation et un projet politique comme les nôtres. La démocratie et l'intervention citoyenne contre le présidentielisme et la confiscation des pouvoirs peut constituer un de nos axes de campagne.

Ian Brossat – Paris – Non communiqué

Jean-Marc Durand – Drôme

A l'évidence notre objectif pour les législatives de 2022 doit être de disposer d'un groupe communiste à l'Assemblée Nationale ce qui est étroitement lié à la conquête de nouvelles circonscriptions. Mais à l'évidence les élections législatives sont aussi étroitement imbriquées à l'élection présidentielle et à son résultat.

Donc si nous avons intérêt à proposer des candidatures le plus vite possible, ces candidatures doivent être travaillées en fonction de trois critères :

- Être les plus nombreuses possibles (partout) car comme cela a été dit hier par Denis et repris ce matin par plusieurs intervenants, les voix recueillies aux législatives sont la base du financement des partis pour les 5 ans à venir. Si cela ne peut tout gouverner, on ne peut en faire fi.

- Être au plan de la circonscription des multiplicateurs de la campagne présidentielle de Fabien Roussel.

- Être un point d'appui aux luttes et un atout aidant à leur déclenchement.

Cela relativise fortement la signification et la portée du pacte législatif qu'il ne s'agit pas d'agiter comme un hochet pour détourner de l'enjeu premier qu'est la campagne présidentielle et le résultat du parti communiste et de son candidat à cette élection.

Difficile en effet de mettre en œuvre un pacte législatif qui deviendrait un pacte électoral quasiment hors sol, mettant en avant les personnalités plutôt que les idées, avant l'évaluation du rapport de forces qui découlera du résultat de la présidentielle et donc de la percée ou non de certaines idées.

Difficile aussi d'imaginer que nos candidat·e·s aux législatives puissent avancer des propositions, construire leur candidature sur d'autres contenus que ceux que notre candidat à la présidentielle aura porté et à partir desquels aura été affirmée l'originalité communiste, notre identité vis-à-vis des autres forces de gauche.

Les candidatures aux législatives doivent être un mixte entre la représentation locale, un ancrage territorial, et l'enjeu national de transformation politique. Quant à gagner une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale, il s'agit de garder les pieds sur terre ce qui ne veut pas dire ne pas afficher

d'objectifs ambitieux et de ne pas concevoir en temps voulu, des accords circonstanciés sur certaines circonscriptions.

Adrien Tiberti – Paris – Non communiqué

Frédéric Boccara – Hauts-de-Seine

Nous devons viser deux objectifs aux élections législatives : à la fois le plus de candidat·e·s présenté·e·s par le PCF dans le pays et le plus de député·e·s communistes élu·e·s.

L'état des lieux des enjeux est de faire face à une triple crise :

- Économique, Sanitaire et Écologique (ces trois aspects étant indissociables)
- Démocratique
- Crise d'identité par rapport au monde : quel monde commun, quelle façon de se penser dans le monde, et de penser la France dans le monde

Pour réussir les législatives, il va nous falloir articuler idées, posture, projet et propositions précises durant la présidentielle. Le « défi des jours heureux » consiste à résister et construire pour sortir de ces crises.

- Idées et posture. Cela implique de conquérir et créer des pouvoirs nouveaux sur les entreprises et les banques, avec notamment notre proposition de conférences permanentes, mais aussi nos propositions de nouveaux types de nationalisation des grands groupes, de nationalisations bancaires pour un autre crédit, et nos propositions pour de nouveaux droits des salarié·e·s dans les entreprises). C'est la posture : lutte et construction.

- Projet. Cela implique d'imposer un sens nouveau à notre société : une sécurité d'emploi ou de formation et de revenu, une grande ambition écologique, une tout autre mondialisation et une visée émancipatrice pour chacune et chacun, bien au-delà du travail, mais sans refouler celui-ci. C'est le projet, dans le débat présidentiel

- Propositions précises. Cela implique un certain nombre de propositions précises et radicales qui seront dans notre programme de la présidentielle et en vue des législatives, afin de faire monter un certain nombre d'exigences incontournables. En particulier une exigence de cohérence entre objectifs sociaux-écologiques hardis, moyens et pouvoirs.

Nos candidat·e·s dans les circonscriptions seront tout particulièrement bien placé·e·s pour porter cela (résister et construire) durant la présidentielle. C'est pourquoi il va s'agir de les désigner suffisamment tôt (des candidat·e·s, et non « des chef·fe·s de file », puisqu'il n'y a pas de « file » aux législatives). Avec la présidentielle, ils mènent aussi la campagne législative, campagne qui a besoin de la réussite de la présidentielle. Qui a besoin que la présidentielle marque sur un certain nombre de sujets ou de thèmes décisifs et ouvre sur une mise en mouvement populaire.

La question de la gauche est, nous l'avons dit dans le texte adopté très largement par les communistes à la suite de la Conférence Nationale, de mener le débat pour une sorte de refondation de la gauche, avec notre apport original à celle-ci. Il va donc falloir mettre en scène les débats d'idées à gauche, sans faire nécessairement tout reposer sur Fabien.

Pour cela, il nous faut aussi à veiller à ne pas nous faire « cornériser » dans une vision étroite du monde du travail, enfermé dans l'entreprise. Ce serait laisser aux différents sociaux-démocrates, voire à une droite revêtue de social, l'opportunité de dire que c'est eux qui peuvent répondre aux exigences que nous aurions fait lever. C'est au contraire parce que nous sommes branchés sur le monde du travail que nous formulons un projet et des exigences précise pour l'ensemble de la société de la vie.

Amadou Deme – Essonne

Concernant les élections législatives, un seul mot d'ordre : le rassemblement à gauche. Lors de la Fête de l'Humanité organisée en Essonne et qui avait réuni plus de 1 200 personnes en septembre 2020, une vingtaine d'élu·e·s de gauche ainsi que plusieurs centaines de citoyen·ne·s ont signé «

l'appel de Fleury » qui défendait le principe simple d'union des forces progressistes dès le 1er tour des scrutins à venir. Les résultats des élections municipales avaient déjà clairement montré le bien-fondé de cette orientation : là où la gauche avait été rassemblée elle avait pu gagner, là où elle avait été divisée elle avait perdu et le plus souvent assez nettement. En maintenant cet esprit de responsabilité aux récentes élections départementales, le PCF a été respecté et au final nous avons doublé le nombre de conseiller·e·s départementales·aux tout en éliminant au premier tour tous les candidat·e·s d'extrême-droite présent·e·s dans la totalité des cantons. Une circonscription, la 10ème, se détache nettement des autres en raison des rapports de force et de l'activité du Parti sur ce territoire - 2 maires (Grigny, Fleury) et 2 conseillères départementales y sont notamment rattachés. Cette circonscription est indubitablement gagnable pour la gauche et les communistes sont légitimes pour y présenter leur candidat et tenter ainsi de contribuer au renforcement de leur groupe à l'Assemblée nationale. Le basculement de Corbeil-Essonnes change aussi la donne dans la 1ère ainsi que celui des villes de Savigny et Athis-Mons dans la 7ème, mais pour autant nous ne négligeons évidemment aucune autre piste dans les autres circonscriptions car, au-delà de l'enjeu financier pour notre organisation, la visibilité des candidat·e·s communistes aux élections législatives peut constituer un atout non négligeable dans la perspective de la préparation des prochaines élections locales.

Isabelle Goïtia – Hauts-de-Seine

Je ne suis pas d'accord quand certains camarades disent qu'il n'y a pas d'élections législatives et que tout dépend de la présidentielle. Les législatives ne seraient plus des élections locales. Certes, l'inversion du calendrier électoral a fait passer les élections législatives au second plan ; certes, les député·e·s de la REM ont été élu·e·s sur la vague de la présidentielle. Pour autant, partir du principe que tout se joue à l'élection présidentielle est une erreur.

D'abord, nos député·e·s ont été élu·e·s grâce à leur travail sur le terrain, auprès de la population et en lien avec les luttes. Nos parlementaires ne doivent pas leur élection à l'élection présidentielle mais bien à leur campagne locale.

Dire que tout se joue à la présidentielle casse toute dynamique pour la préparation des législatives et peut avoir un effet démobilisateur sur nos militant·e·s.

Il faudrait d'ailleurs que notre candidat à la présidentielle ait une parole forte concernant notre opposition au régime présidentiel et notre volonté de donner plus de pouvoirs au parlementarisme.

Je suis favorable au calendrier proposé et à la nécessité de désigner des chef·fe·s de file communistes dans nos circonscriptions afin d'acter rapidement notre volonté de présenter des candidat·e·s partout où c'est possible. Par contre, je pense qu'il serait prématuré d'envisager des négociations formelles dès le mois d'octobre avec les forces de gauche. Oui pour prendre contact et commencer à discuter mais laissons-nous un peu de temps avant de négocier.

Enfin, je pense qu'il nous faudra aussi faire campagne en s'adressant aux abstentionnistes avec des idées fortes pour les convaincre de voter communiste.

Guillaume-Roubaud Quashie – Paris

Brièvement, je voudrais évoquer deux questions :

Dans le prolongement de plusieurs interventions : oui, nous sommes en difficulté sur les questions paritaires. Cela appelle plus qu'une impossible politique des cadres de dernière minute. De ce point de vue, j'attire l'attention du CN sur les stages cadres qui sont organisés nationalement. Il n'y a pas de responsable à la politique des cadres dans notre parti depuis de nombreuses années. Le secteur national est donc chargé de proposer une formation aux cadres qui sont envoyés par les fédérations et force est de constater que les femmes sont loin de former la moitié des stagiaires. (Il reste encore des places pour la prochaine session nationale qui commence cet automne) pour n'évoquer que cette dimension.

La présidentielle est un piège redoutable. Elle écrase tout dans la vie politique nationale mais le ticket d'entrée est très élevé. Fabien a réussi à franchir plusieurs étapes pour entrer dans le cercle étroit des candidat·e·s qui participent au large débat public. Cela tient pour beaucoup à sa

mobilisation médiatique. Cela appelle sans doute une activité militante plus importante encore pour franchir les étapes qui, indubitablement, demeurent. Dans le même temps, nous ne pouvons abandonner les élections législatives, y compris pour des raisons de fond et de conception politique générale. Il nous faut donc continuer à porter l'articulation de ces élections et à déployer offensivement notre campagne communiste.

Lydia Samarbakhsh - Secteur International

Je commencerai par exprimer, puisqu'ils accueillent nos travaux dans leurs locaux, notre plein soutien et notre solidarité à la direction et aux personnels de l'IRIS qui sont aux prises avec une campagne de dénigrement et de diffamation. La rigueur scientifique de leurs enseignements et de leurs publications tout autant que leur esprit critique et indépendance politique irritent ; elles sont pourtant pour notre pays un gage du débat démocratique et d'appropriation par les citoyens eux-mêmes des enjeux internationaux ; et dans cette bataille, l'IRIS peut compter sur notre engagement quelles que soient les différences d'analyse qui peuvent être nôtres.

Je veux revenir sur la situation internationale.

Plusieurs événements internationaux, de nature différente, permettent aujourd'hui au parti de donner un plus large écho à son analyse de la situation internationale et sa vision d'un nouvel ordre mondial fondé sur la promotion des intérêts des forces du travail et de la création et l'exigence de solidarité entre les peuples, enfin de ses propositions pour une autre politique internationale et européenne de la France, nourrie de culture de paix.

Pour saisir cette opportunité de peser dans le débat politique et dans un certain nombre de choix déterminants, nous ne pouvons nous-mêmes nous contenter d'une lecture de ces évolutions à l'aide de repères anciens. Si la nature de l'affrontement entre forces du capital et du travail n'a pas changé, il y a bien des conditions et caractéristiques inexistantes il y a cinquante ans dont il faut tenir compte. Nous savons que l'histoire, si elle lui arrive de bégayer, ne se répète pas et c'est bien le problème posé à une Administration américaine dont le mot d'ordre est « L'Amérique est de retour » et qui partage avec tous ces prédécesseurs la même orientation qui est de maintenir et consolider l'hégémonie US. Le combat internationaliste que nous menons ne consiste pas à remplacer une hégémonie par une autre mais bien d'imposer d'autres dynamiques, règles communes et politiques. L'interdépendance des économies à l'échelle mondiale est un de ces facteurs essentiels qui entrent en opposition directe avec une conception du monde en blocs antagoniques stricts, ce monde-là n'existe plus et n'est pas celui que se dessine malgré la volonté ferme et les tentatives des dirigeants occidentaux de le faire renaître. Il ne suffira pas comme le fait Biden de clamer la constitution d'un camp des « démocraties » contre celui des « régimes autoritaires » pour que ce soit vrai, quand, dans ce prétendu camp des démocraties, non seulement sont inclus des régimes autoritaires mais qu'au surplus les divergences d'intérêts s'accumulent entre ses membres. La crise de l'OTAN est révélatrice de l'impossibilité de faire perdurer plus longtemps des systèmes d'alliances d'un autre âge fondés sur l'antagonisme de blocs ou pôles politiques ou idéologiques, voire – et c'est encore plus dangereux, culturels. C'est précisément la même raison pour laquelle le projet de « défense européenne » dans une UE en crise et divisée et dont les forces libérales reprennent l'initiative ne peut constituer une réponse aux enjeux de sécurité collective et, qu'a fortiori arrimé à l'OTAN, il représente une étape supplémentaire de vassalisation des pays membres de l'UE à l'hégémonie US.

Le deuxième facteur qui affaiblit l'hypothèse d'une simple répétition de « guerre froide » à l'ancienne, et à la différence de la situation antagonique qui fut celle des USA vis-à-vis de l'URSS au siècle dernier, est l'interdépendance des deux premières économies mondiales elles-mêmes, qui limite leurs marges de manœuvres et invalide pour l'heure l'hypothèse d'un affrontement militaire direct. Pour autant, elle n'empêche pas, bien au contraire, l'accroissement des dépenses militaires et la compétition sur le terrain des ventes d'armes ; terrain de concurrence entre les Etats-Unis et aussi ses propres alliés de l'OTAN, en ce que États-Unis qui considèrent comme leur « chasse-gardée » le

commerce de matériels militaires majeurs aux pays de l'Alliance atlantique – ainsi que l'affaire des sous-marins australiens vient une nouvelle fois de le montrer.

Le troisième facteur dont il faut tenir compte est la poursuite d'un mouvement d'émergence de pôles régionaux et d'acteurs régionaux sans lesquels aucune politique internationale d'une « puissance mondiale » hors de son territoire et de sa région ne peut faire abstraction. La notion même de « puissance » dans ce monde « globalisé » est à interroger quand bien même les logiques de domination perdurent et quand bien même la première puissance mondiale maintienne son ambition « impériale » ; elle n'a plus tout à fait les moyens de ses ambitions et elle le sait.

Quatrième facteur, et peut-être le plus important, est que l'ampleur des crises financières du début du siècle, des décennies de politiques d'austérité et de privatisation, de la multiplication des accords de libre-échange et de désengagement des États dont les capacités d'action ont été affaiblies sciemment est tel que les inégalités socio-économiques atteignent des niveaux records, que les sociétés « se fracturent » et que, depuis vingt ans, des mouvements sociaux et de société sans précédents dans de nombreux pays, sur tous les continents, se développent contestant l'ordre établi ; sans pour autant trouver d'issue politique du fait surtout de l'absence de perspective à gauche certains mouvements se sont révélés capables, dans plusieurs cas notables, par exemple de mettre à bas des dictateurs installés depuis des décennies et d'ouvrir de nouveaux chapitres politiques.

Pour nous, je crois, il est essentiel de prendre en considération ces facteurs pour élever le niveau de notre intervention et porter en débat nos idées.

Les crises sanitaires, climatiques et écologiques et les « urgences » sociaux suggèrent que les menaces et sources d'insécurité sont plus « globales » que seulement nationales et elles invitent à l'élaboration de réponses politiques multilatérales, inclusives, où l'interdépendance est facteur de réussite collective par les coopérations et solidarités qu'elle permet de développer, contrecarrant dès lors toute ambition hégémonique. Au surplus, l'exemple afghan vient confirmer une nouvelle fois que la voie militaire n'instaure pas de sécurité « globale » ou « régionale » en ne traitant que les effets et jamais les causes structurelles, pas plus qu'elle n'ouvre pas de perspective politique viable. C'est vrai aussi de l'opération Barkhane au Sahel.

La défense des intérêts nationaux de la France s'articule à la défense et la promotion d'intérêts communs à l'échelle mondiale : il s'agirait de chercher à faire émerger un « ordre global profitable » à tous les peuples tout en en « retirant un maximum d'avantages » pour chacun. C'est vrai pour la santé, aujourd'hui l'accès au vaccin contre le coronavirus, mais aussi dans la lutte contre la réchauffement climatique ou pour la biodiversité comme pour ce qui est du développement économique et social, des emplois et des salaires. Je vous renvoie, pour exemple, à la déclaration du dernier Sommet de la CELAC (Communauté des États latino-américains et Caraïbes) dont les membres n'entendent pas céder aux ambitions dominatrices étasuniennes.

Dans cet esprit, parmi les propositions que notre candidat à la présidentielle et nos candidats aux législatives peuvent porter, il y a par exemple la bataille sur la levée des brevets des vaccins et pour la démarchandisation des domaines de la santé, du médicaments et de la protection sociale ; la signature et la ratification du Traité international d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) et l'enjeu du désarmement nucléaire multilatéral ; la substitution des accords de libre-échange par la mise en œuvre de nouveaux traités internationaux de maîtrise des échanges, garantissant la souveraineté alimentaire des peuples, et au service de grands projets de développement des infrastructures, des biens communs mondiaux, de l'emploi et des services publics, dans le respect des droits sociaux, des écosystèmes et de la biodiversité ; ou encore, à l'échelle européenne, l'organisation d'une conférence « paneuropéenne » inclusive (nord, sud, ouest, est – Russie comprise) pour poser les fondations d'un cadre commun de coopération et de sécurité collective qui permettrait notamment d'amorcer un processus de baisse des dépenses d'armement et de dissolution de l'OTAN.

Toutes ces propositions partent des urgences qui préoccupent le pays et montrent les possibilités d'autres choix pour y répondre dans l'intérêt aussi bien de notre peuple que de celui des peuples du monde entier.